



SON VRAI VISAGE TÉMOIGNAGE SUR LE FN AU PARLEMENT EUROPÉEN

PERVENCHE BERÈS

Préface de Jean-Christophe Cambadélis

SON VRAI VISAGE
TÉMOIGNAGE SUR LE FN
AU PARLEMENT EUROPÉEN

PERVENCHE BERÈS

Pervenche Berès, députée européenne, ancienne présidente de la Délégation socialiste française, est porte-parole des socialistes et démocrates européens pour les questions économiques et monétaires.

Cet essai est le fruit d'un travail collectif mené au sein de la Délégation socialiste française composée de : **Éric Andrieu**, **Guillaume Balas**, **Pervenche Berès**, **Jean-Paul Denanot**, **Sylvie Guillaume**, **Louis-Joseph Manscour**, **Édouard Martin**, **Emmanuel Maurel**, **Gilles Pargneaux**, **Vincent Peillon**, **Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy**, **Virginie Rozière**, **Isabelle Thomas**.

PRÉFACE

LE FRONT SANS FARD

Jean-Christophe Cambadélis
Premier secrétaire du Parti socialiste

L'ouvrage que vous tenez entre vos mains sort au parfait moment. La question européenne sera en effet au cœur de la prochaine élection présidentielle car elle est au centre de la propagande électorale du Front national.

En présentant son programme les 4 et 5 février 2017, Marine Le Pen a clairement indiqué l'arête principale de sa campagne : son ennemi, c'est l'Europe. Son projet s'articule entièrement autour de la sortie de l'euro et de l'abandon de l'Europe. La première de ses 144 propositions est une lance incandescente directement pointée sur le cœur de la construction européenne : retrouver « une souveraineté monétaire, législative, territoriale, économique ».

Parlant au nom du père, elle reprend ici la ligne pure et dure de la « préférence nationale », donc contre la prétendue dépendance européenne. Il faut dire que sa propre stratégie de dédiabolisation s'est toujours accompagnée d'une diabolisation des institutions européennes. Elle reprend le principal pilier culturel de l'extrême droite, cette distinction chère à Charles Maurras entre le pays dit « réel » et le pays « légal », celui des élites. Aujourd'hui, le pays légal, c'est

l'Europe. Pour Marine Le Pen, l'Europe, c'est l'anti-France, bras armé principal de la supposée submersion migratoire, de la finance et de l'islamisme globalisés, et donc l'ennemi à abattre en priorité.

Il faut dire d'emblée que toutes les planètes semblent alignées pour rendre sa victoire possible : la montée du national-populisme partout en Europe, le Brexit, la victoire de Donald Trump, la bienveillance de Vladimir Poutine, l'effondrement de la droite dite républicaine, le tout sur fond de chômage de masse, d'interrogation identitaire et d'un unanimité paradoxal contre le « système ».

Marine Le Pen peut parler de la « gauche du fric » et de la « droite du fric », aucun éditorialiste ni aucun adversaire n'arrivent à la mettre en danger sur le fric du FN. Tout glisse sur elle et sur ses affaires, à commencer par celles qui se déroulent au Parlement européen. Rien ne semble l'atteindre, tout semble la porter. C'est que le « on est chez nous » emporte tout.

Oui, le Front national peut aborder en toute confiance l'élection présidentielle. Il faut en prendre conscience et sonner le tocsin. Cet ouvrage nous y aide grandement. Emmenés avec brio par Pervenche Berès, les membres de la Délégation socialiste française au Parlement européen ont commis un ouvrage qui a trouvé la bonne tonalité, une objectivité froide mais engagée pour décrire les actions réelles, les positions précises et ainsi les contradictions du Front national dans cette institution centrale qu'est le Parlement européen.

Toutes les politiques publiques sont ici abordées : étrangère, monétaire, économique, fiscale, sociale, migratoire, écologique, industrielle et agricole. Depuis mai 2014, le Front national se prononce

sur ces questions, se découvre et dévoile sa vision politique du monde. Depuis mai 2014, le Front national confirme sa volonté de déconstruction européenne, de repli identitaire mais surtout politique derrière les frontières nationales, au mépris évident de la marche de l'Histoire, de l'intérêt supérieur de la France et de la protection des Français.

Un autre apport de cet ouvrage, peut-être plus implicite, inscrit en creux : il nous permet de nous réinterroger sur l'Europe que nous voulons. Sociale, bien entendu ; politique, tout nous l'impose ; mais aussi protectrice, défendant ses intérêts et donc ses frontières, son indépendance diplomatique, militaire et énergétique, sa monnaie.

Au final, les progressistes engagés dans la campagne présidentielle pourront puiser dans les pages qui suivent tous les arguments nécessaires pour contrecarrer les débordements planifiés par les agitateurs frontistes et leurs dérapages contrôlés sur l'identité, la souveraineté, la sécurité et sur les migrations. Les progressistes y trouveront de quoi élaborer un contre-discours précis, incisif, dépassionné mais d'autant plus efficace.

Les progressistes peuvent donc remercier, comme je le fais ici avec sincérité et gratitude, les auteurs de cet ouvrage qui fera date et, je l'espère, des petits. Car enfin, nous le savons, le combat pour l'Europe ne fait que commencer et il déterminera en grande partie l'issue de la bataille de France. Bonne lecture et en avant !

INTRODUCTION

Au soir du 25 mai 2014, la cheffe du parti frontiste annonçait vouloir détruire l'Europe de l'intérieur. Comme cinq ans plus tôt, les élections européennes en France étaient marquées par une très forte abstention mais également, pour la première fois, par une nette victoire du Front national (FN) et du Rassemblement Bleu Marine (RBM). Avec près de 25% des voix, 24 députés FN-RBM s'apprêtaient à rejoindre les bancs de l'hémicycle européen – constituant ainsi la plus importante délégation française du Parlement européen en termes numériques. Sur les huit circonscriptions, la liste frontiste arrivait en tête dans cinq d'entre elles et en deuxième position dans les deux autres ; seuls les territoires d'Outre-Mer étaient épargnés. Cette couverture territoriale du vote FN constituait alors une première, un signe avant-coureur des élections départementales et régionales qui suivirent. C'est la raison pour laquelle, plutôt que de considérer l'élection au Parlement européen comme une parenthèse, un mauvais moment à passer, ses résultats et les évolutions qui s'y font jour doivent être analysés très attentivement tant ils sont souvent révélateurs de ce qui apparaîtra avec un léger décalage dans le temps dans les scrutins nationaux ; c'est vrai dans notre pays, mais on observe le même phénomène dans les autres États membres de l'Union européenne.

La France n'était pas la seule à avoir placé un parti eurosceptique en tête : le Royaume-Uni avec le UK Independence Party (UKIP), la Belgique avec l'Alliance néoflamande ou le Danemark avec le Parti du

peuple danois (DF) ont connu les mêmes résultats. Et, dans les autres États membres, les partis eurosceptiques et d'extrême droite ont également réalisé de bons scores : le sulfureux parti Jobbik hongrois ou encore le Parti pour la liberté (PVV) aux Pays-Bas sont arrivés en deuxième position, tandis que les Vrais Finlandais remportaient la troisième place. C'est un fait : le FN n'est pas une exception française, il surfe sur une vague populiste et nationaliste qui est à l'œuvre partout en Europe et à travers le monde. Dans quelques cas, ce n'est pas l'extrême droite qui prospère sur les crises ou la déception à l'égard de la social-démocratie, mais au contraire de nouveaux partis ancrés à gauche, comme Podemos en Espagne, Syriza en Grèce ou le Parti communiste au Portugal, qui connaissent un léger regain.

C'est donc au Parlement européen que le Front national trouve, depuis 2014, un nouvel espace pour structurer son mouvement : il y forme ses cadres, et l'actualité européenne – Brexit, élections autrichiennes, politiques mises en œuvre par le groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie), chômage, crise économique et sociale, crise humanitaire des migrants, attentats terroristes, affaires Barroso, Kroes ou Oettinger – constitue un terreau fertile pour les partis d'extrême droite. Leur objectif politique : la remise en cause totale de la construction européenne. Leurs moyens : user d'arguments démagogues, contradictoires, outranciers et fallacieux pour avancer des solutions simplistes, comme Viktor Orban, membre de la droite européenne en Hongrie. Ces comportements à droite permettent aux élus frontistes de jouer la dédialisation. Nous connaissons leur maîtrise de l'art de la répétition, du silence ou de la victimisation pour dénoncer le « système », les élites, et se placer ainsi aux côtés des « oubliés de la République ». Cette démarche séduit les déçus de la politique, ce qui permet au FN de prospérer et d'étendre

son influence jusqu'au sein même de certains partis traditionnels : le fait que ses propositions soient parfois reprises par ces derniers illustre un certain succès dans le débat idéologique.

Face à cette situation inédite et critique pour le projet européen, pour la démocratie, des lignes politiques claires doivent être établies. Pour cela, au Parlement européen, la Délégation socialiste française a initié une stratégie de cordon sanitaire vis-à-vis des élus europhobes afin d'encadrer leur pouvoir de nuisance. Nous prenons acte du résultat du scrutin démocratique dont sont issus ces élus, mais nous devons combattre pied à pied nos principaux ennemis. Pour nous, leurs objectifs, au sein de notre institution, sont clairs : quitter et détruire l'Union européenne, instaurer une monnaie nationale, revenir sur tout principe de solidarité et d'accueil en matière de migration, isoler la France dans le concert des nations, agiter les peurs et les haines, diviser la société, imposer un modèle social réactionnaire, vassaliser les États européens à la Russie. L'influence croissante des élus frontistes et de leurs alliés au sein du Parlement européen, et au-delà, doit être combattue avec grande vigilance, sens des responsabilités et détermination. Ainsi, voter en faveur d'une de leurs propositions, sous prétexte qu'elle serait recevable – même sous la forme d'un simple copier-coller d'une de nos propositions – serait un piège qui se refermerait sur nous-mêmes : nous participerions à leur dédialisation !

Aujourd'hui, au regard du contexte international et national, qui nous démontre que rien n'est impossible, et dans la perspective des prochaines échéances électorales, il nous paraissait indispensable de raconter ce que nous pouvons observer du Front national au quotidien, au sein du Parlement européen. À l'heure où Marine Le Pen remplit ses « carnets d'espérances » et où ses collègues députés livrent leur

« bilan à mi-mandat de [leur] lutte contre l'Union européenne¹ », nous voulons, par cet ouvrage, témoigner et alerter pour montrer le vrai visage du Front national.

Ici, il ne s'agit pas simplement de dénoncer, il faut pouvoir pointer les contre-vérités, les outrances et les contradictions du FN, argumenter pour rétablir certaines vérités et ne pas céder sur le terrain de la morale ou des fausses peurs si faciles à répandre. Combattre frontalement ses mensonges, être offensifs sur le fond, ne plus subir, proposer en étant réalistes, honnêtes mais aussi audacieux : voilà ce que nous essayons de faire avec l'ensemble des socialistes, des démocrates, des progressistes et des Européens convaincus. Voilà une contribution indispensable à la véritable riposte. Face au Front national, une partie de la gauche préfère ne pas en parler et battre sa coulpe au motif que ses offensives ne seraient que le fruit de nos carences, de nos échecs. Nous savons que, pour combattre le Front national, il faut obtenir des résultats sur les fronts de la lutte contre les inégalités, le chômage, redonner confiance dans la capacité de l'Union européenne à répondre au terrorisme, à faire entendre sa voix dans la mondialisation. Mais cette tâche immense ne peut pas faire l'impasse sur l'observation rigoureuse des agissements du FN, pas plus que sur la dénonciation des mensonges qu'il s'emploie à propager. Pour bien combattre, il faut aussi connaître ; puisse cet essai y contribuer. Réussir quand nous sommes en responsabilités. Encourager la mobilisation de toutes et de tous pour faire entendre notre voix et ne plus perdre les batailles culturelles et idéologiques, toujours suivies de défaites politiques dans les urnes.

1. Message vidéo de Marie-Christine Boutonnet, décembre 2016.

LA GALAXIE FN DU PARLEMENT EUROPÉEN

LES DÉPUTÉS FN AU PARLEMENT EUROPÉEN

Élue avec 24 membres, la délégation FN a, depuis le début de son mandat, fait face à certaines difficultés et défections. Comme souvent au sein du FN, Jeanne Pothain, candidate fictive au nom de la parité mais élue dans la circonscription Massif Central-Centre, a dû démissionner dès juin 2014, au profit de Philippe Loiseau. Au même moment, Joëlle Bergeron, après quarante ans d'appartenance au FN, a décidé de quitter le parti mais de conserver son mandat européen hors de la délégation FN. Cette démission, selon elle, n'était pas liée à ses propos en faveur du vote des étrangers mais à son refus de céder sa place au candidat masculin non élu, Gilles Pennelle. Aymeric Chauprade a, lui, été invité à quitter le FN après avoir commandité l'exfiltration de République dominicaine de deux protagonistes de l'affaire « Air Cocaïne ». Enfin, Jean-Marie Le Pen est sous le coup d'une procédure, sans fin, d'exclusion du parti. Quant à Bruno Gollnisch, par fidélité envers le fondateur du FN, il a préféré siéger avec celui-ci en qualité de membre non inscrit.

Malgré cette série de rebondissements et d'affaires, le Front national bénéficie, au Parlement européen, d'un tremplin très favorable. La présence d'élus FN à l'échelle européenne constitue une véritable aubaine pour le parti frontiste : ses élus y gagnent en visibilité

et, surtout, ces derniers peuvent revendiquer une certaine légitimité. Le parti voit aussi sa structuration facilitée et, de manière indirecte, son financement, qui lui permet de tisser un réseau opérationnel entre l'institution et le terrain, utilisant notamment les assistants parlementaires, accrédités ou locaux, comme relais. Par ailleurs, de nombreux eurodéputés appartiennent aux instances dirigeantes du FN, liés ainsi étroitement à la vie interne du parti.

Quelques chiffres aident à mieux saisir l'ampleur du phénomène. Parmi les 20 députés frontistes qui constituent la délégation FN, 15 figurent dans le dernier organigramme de direction publié par le FN, et 6 des 7 membres qui composent le bureau exécutif (gouvernement resserré du parti) sont députés européens. 16 députés européens, et nombre de leurs assistants, font également partie du bureau politique. Enfin, la grande majorité d'entre eux (17 sur 20) cumulent leur mandat européen avec une responsabilité électorale au niveau local. Ainsi, pas moins de 7 eurodéputés FN sont conseillers régionaux. Il en est de même en ce qui concerne leurs assistants : à la rentrée 2016, 13 étaient conseillers régionaux, une dizaine conseillers municipaux. Les assistants peuvent en toute légalité assumer un mandat électif, mais on peut légitimement se poser la question de savoir comment certains assistants accrédités à Bruxelles honorent leurs mandats locaux à plus de 1 000 kilomètres de la capitale européenne, voire comment des assistants locaux dans le Nord-Ouest peuvent exercer pleinement leurs fonctions de conseillers municipaux dans le Lot-et-Garonne ou encore en Gironde.

Plusieurs députés européens et assistants parlementaires sont également actifs au sein des nombreux collectifs thématiques qui gravitent autour du RBM, dont Jean-Luc Schaffhauser, eurodéputé et récemment nommé délégué général. Ces collectifs ont eu la charge d'élaborer le programme présidentiel de Marine Le Pen et la majorité

des membres du conseil stratégique de campagne de la candidate ont un lien avec le Parlement européen (élus, assistants, agents temporaires, etc.). Plusieurs eurodéputés FN et certains de leurs assistants devraient également être candidats aux prochaines élections législatives.

Ce bref inventaire, non exhaustif, démontre à quel point le Parlement européen constitue, depuis 2014, le camp de base du parti frontiste.

De plus, les eurodéputés Front national se sont répartis les rôles afin de couvrir chaque commission du Parlement européen. Contrairement à la mandature précédente, les élus sont davantage mobilisés au sein de leur commission, bien que leur action consiste pour l'essentiel à faire acte de présence. Leur activité principale se traduit par le dépôt de milliers de questions écrites et propositions de résolution, à la portée nulle. Mais les élus FN ont bien saisi la façon de procéder à l'égard des médias grand public lorsque ceux-ci s'intéressent, ponctuellement, à l'activité des eurodéputés, et ils savent en tirer profit. Ces médias-là, en effet, fondent leurs constats et « analyses » essentiellement sur des classements quantitatifs. Malheureusement, ces outils ne mesurent quasiment jamais l'influence réelle des élus, le contenu du travail ou la pertinence des propositions. Mais le jeu quantitatif que joue le FN lui permet d'optimiser sa position dans ces classements. Cette politique du chiffre a un coût pour le Parlement européen : plus de 1 576 500 euros depuis 2014².

À titre d'exemple, Sophie Montel a déposé plus de 360 propositions de résolution depuis le début du mandat. L'éventail est large : « évidemment » la demande de suppression du Bureau européen d'appui en matière d'asile, ou encore la fermeture de l'Institut européen

2. État au 15 décembre 2016 : 385 questions écrites de septembre 2014 à juin 2015, puis 666 questions écrites de juin 2015 à décembre 2016.

pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Mais, plus surprenant, nous observons également des dizaines de textes sur le bien-être animal, concernant notamment les lévriers, les pièges à glu, les porteclés animaux, les expérimentations sur les rongeurs, les animaux de cirques, les courses de chiens, les primates, les éléphants, les vaches allaitantes, les vaches laitières, les veaux, les bœufs, la castration et le meulage des dents de cochon, etc. Et, dans la famille des volailles : cailles, pintades, poules, poussins, dindes, poulets, canards, oies... Dominique Bilde, qui caracole largement en tête des « pseudo-classements » concernant les députés français, a, à elle seule, présenté près de 280 propositions de résolution et posé plus de 275 questions écrites à la Commission européenne depuis août 2014. À raison de 1 500 euros par question écrite, le montant total s'élève déjà à plus de 410 000 euros pour le contribuable européen pour des textes qui n'ont d'autre objectif que de faire monter cette eurodéputée dans les classements. Cette situation a d'ailleurs conduit le Parlement européen à continger la possibilité pour les membres de faire usage de ces outils parlementaires.

L'OBJECTIF ATTEINT DE LA CRÉATION DU GROUPE « EUROPE DES NATIONS ET DES LIBERTÉS »

Dès 2011 et son arrivée à la tête du parti frontiste, Marine Le Pen a cherché à développer les relations bilatérales avec les autres partis eurosceptiques afin de structurer et renforcer son mouvement. Sa présence au Parlement européen, avec une délégation conséquente, lui a permis d'atteindre cet objectif : se rapprochant d'autres partis eurosceptiques, après de longues négociations, elle a réussi à

constituer un groupe politique. Ce délai, que Marine Le Pen aurait souhaité réduit, résulte des difficultés stratégiques auxquelles elle a dû faire face. Nigel Farage, leader à l'époque du UKIP, n'avait pas souhaité s'allier au FN jugeant que « l'antisémitisme est dans [son] ADN ». À l'inverse, et par souci de dédramatisation, les responsables du FN ont refusé de s'afficher au côté du parti grec néonazi Aube dorée. La création du groupe « Europe des nations et des libertés » (ENL) a donc eu lieu le 16 juin 2015, soit un an après le début du mandat. Cette formation est aujourd'hui composée de 40 députés de neuf nationalités différentes : 20 députés français FN, 5 membres de la Ligue du Nord italienne, 4 alliés autrichiens du FPÖ, 4 représentants du parti néerlandais PVV, ainsi que 2 députés polonais du KNP et un élu belge du Vlaams Belang. À ceux-ci viennent s'ajouter une députée britannique exclue du UKIP après une affaire de fausse facture, un député roumain, un élu allemand du récent parti Alternative für Deutschland (AfD), émanation politique du mouvement islamophobe Pegida, et un député italien du Mouvement 5 Étoiles.

Ce statut de groupe politique, dans un Parlement où la répartition des rôles se fait d'abord selon la règle d'Hondt (affectation des responsabilités au prorata du nombre de membres des groupes politiques), permet aujourd'hui à ces élus d'accéder à la distribution des rapports parlementaires, d'être représentés lors des conférences des présidents de groupe, de bénéficier de temps de parole plus importants, en particulier en plénière, ou encore de se porter candidats à certains postes influents et stratégiques. Il permet surtout de bénéficier d'importants moyens financiers : la constitution de ce groupe va de pair avec l'allocation de financements de l'ordre de 3,2 millions d'euros par an et d'une équipe de 59 collaborateurs équivalent temps plein. Ce groupe politique vient s'ajouter à deux autres formations eurosceptiques, voire europhobes : le groupe de Nigel Farage

« Europe de la liberté et de la démocratie directe » (EFDD) et celui des « Conservateurs et réformistes européens » (ECR), essentiellement constitué autour des conservateurs britanniques et des Polonais de Droit et Justice. Ces trois groupes forment un bloc important, entre droite extrême et extrême droite, comptant au total 156 membres dans un hémicycle de 751 élus. Le tripartisme devient une réalité au niveau européen, avant même d'apparaître dans la vie politique française.

Néanmoins, il est frappant de voir à quel point le groupe ENL n'a pas de cohérence politique au moment des votes, tant en commission parlementaire qu'en plénière. Les partis nationalistes sont, par définition, incapables de partager une vision européenne. Leur seul ciment étant la haine de l'autre et de l'Union européenne.

LE FN AU-DESSUS DES RÈGLES ET DES LOIS ?

Dès le début de cette mandature, les services du Parlement ont eu des soupçons sur les pratiques du Front national. Lorsqu'en février 2015 ce parti a rendu public son organigramme dans lequel figuraient 20 assistants parlementaires, tout laissait penser que les fonds du Parlement étaient détournés pour rémunérer et former les cadres du FN. L'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (OLAF) a alors été saisi pour mener une enquête pour abus de confiance. De son côté, le Parquet de Paris a lancé une enquête judiciaire concernant pas moins de 29 assistants de parlementaires FN. Pour l'heure, ces enquêtes sont toujours en cours et le 15 décembre 2016, une information judiciaire a été ouverte en France pour abus de confiance, escroquerie en bande organisée, faux et usage de faux et travail dissimulé. Si les faits reprochés sont attestés,

cela pourrait représenter un préjudice de plusieurs millions d'euros pour l'institution. Et cette pratique ne semble pas nouvelle. Jean-Marie Le Pen a déjà été mis en cause pour une affaire d'emploi présumé fictif entre 2007 et 2014 et doit rembourser 320 000 euros. Ironie du sort, l'assistant de Jean-Marie Le Pen à l'époque n'était autre que Jean-François Jalkh, aujourd'hui député européen et vice-président du FN. Le Parlement européen réclame également 340 000 euros à Marine Le Pen, toujours pour des soupçons d'emplois fictifs. L'eurodéputée FN a refusé de rembourser les sommes demandées et se dit victime d'un complot socialiste initié par Martin Schulz, président du Parlement européen de janvier 2012 à janvier 2017 ; ses collègues parlant même de « fictive affaire des assistants fictifs³ ». Elle a porté plainte contre l'OLAF et contre Klaus Welle, secrétaire général de l'institution, pour « faux et complicité de faux ». Son avocat dénonce une possible collusion entre l'OLAF et le Parlement européen, et le manque de transparence dans la procédure. Ces plaintes ne suspendent pas les échéances du recouvrement. Marine Le Pen a vu son indemnité parlementaire ainsi que ses indemnités de séjour divisées de moitié et la totalité de son enveloppe des frais généraux supprimée. Sa cheffe de cabinet financée par le Parlement européen, Catherine Griset, a été mise en examen pour recel d'abus de confiance fin février 2017. Dans le cadre de cette même procédure de l'OLAF, qui se poursuit, le Parlement réclame également un remboursement auprès de Bruno Gollnisch, Sophie Montel, Mylène Troszczynski et Dominique Bilde pour des emplois d'assistants parlementaires présumés fictifs.

Dans un portrait de Florian Philippot, diffusé il y a quelques mois à la télévision, il est fait état d'une garde rapprochée du vice-président

3. Message vidéo de Gilles Lebreton, janvier 2017.

du FN⁴. Au sein de cette équipe, vraisemblablement installée dans les murs du parti frontiste, on distingue plusieurs de ses assistants parlementaires (locaux ou accrédités) mais aussi des collaborateurs de Sophie Montel. La personne présentée comme le directeur de cabinet de Florian Philippot et responsable de la communication du FN n'est autre qu'un assistant local, par ailleurs également conseiller régional d'Île-de-France et membre du comité central du FN.

Dans ce contexte particulièrement à charge pour le FN, le député Aliot, toute honte bue, a déposé en avril 2016 deux amendements en plénière sur le projet de résolution portant sur la décharge budgétaire afin de supprimer les paragraphes concernant l'adoption de règles plus strictes dans le recrutement des assistants locaux et la clarification dans l'application de celles existantes. Il a également tenté une manœuvre pour opacifier les travaux du tiers-payant, dont le rôle est de servir d'intermédiaire comptable entre l'institution, les organismes sociaux et les députés en matière de versement des salaires et des charges sociales. Pour les eurodéputés FN, celui-ci n'est autre que Nicolas Crochet, cité dans l'affaire des « Panama papers » et dans bien d'autres affaires du FN. À l'occasion de la rédaction du rapport annuel du secrétariat de l'OLAF, Louis Aliot n'a cessé de remettre en cause l'indépendance de cet office, qui, selon lui, « est utilisé par certains comme un instrument de pression sur le travail des députés européens⁵ ».

Sur le plan juridique, le Parlement européen a été saisi de cinq demandes de levée d'immunité pour les élus FN depuis 2014. En trente ans, neuf immunités d'eurodéputés français ont été levées : à huit reprises il s'agissait d'élus du FN !

Un autre exemple de non-respect des règles : au printemps 2016, Nicolas Bay a été sanctionné pour avoir voté en lieu et place de Marine Le Pen. Le règlement du Parlement européen est très clair sur ce point et interdit aux députés de voter pour un de leurs homologues. Nicolas Bay s'est ainsi vu réduire ses indemnités parlementaires. Se pensant vraisemblablement au-dessus des règles, ce dernier a fait appel de cette décision devant la Cour de justice de l'Union européenne. Fin 2015, l'eurodéputé néerlandais Marcel de Graaff, coprésident du groupe ENL, s'était déjà vu infliger la même sanction pour... les mêmes raisons.

Autre affaire, lors du traditionnel rassemblement du 1^{er} mai, en 2015, Bruno Gollnisch s'en était pris violemment à des journalistes du *Petit Journal*, séquence filmée par BFM-TV. Le comité consultatif sur la conduite des députés l'avait sanctionné par un blâme pour cette action allant à l'encontre des règles de bonne conduite.

De manière plus générale, les services du Parlement rappellent fréquemment les élus frontistes au règlement. Ces derniers sont en effet coutumiers d'un usage abusif des outils mis à leur disposition, notamment de ceux qui permettent d'accroître la visibilité de l'élu indépendamment de la réelle efficacité du travail fourni.

Premier constat : les élus du Front national utilisent et mettent à profit les moyens que leur offre la démocratie européenne pour se structurer et lutter contre elle. Cela démontre leur parfaite capacité à s'organiser. Mais le contenu des propositions des eurodéputés FN est bien plus dangereux encore.

4. Document de *Complément d'enquête* « Florian Philippot, le Mazarin de Marine », diffusé dans l'émission *Envoyé spécial* sur France 2, le 13 octobre 2016.

5. Question écrite de Louis Aliot sur l'indépendance de l'OLAF, septembre 2015.

LE FN, UN PARTI EUROSCEPTIQUE ET EUROPHOBE

LA SOUVERAINETÉ NATIONALE COMME MAÎTRE-MOT

Qu'elle soit monétaire, économique, législative, budgétaire, alimentaire, agricole ou encore territoriale, les élus du Front national ne parlent que d'elle : la souveraineté nationale, brandie par les euro-députés frontistes comme un étendard dans toutes leurs interventions. Lors d'une séance plénière début 2016, Marine Le Pen affirmait à propos des Britanniques : « Ils ont la nostalgie de leur souveraineté, c'est-à-dire de leur capacité à traiter les problèmes, des problèmes qui se posent à eux dans un cadre national, avec leurs objectifs particuliers, leurs pensées propres et leur culture, que ce soit pour l'immigration, l'économie ou toute autre question⁶. » La délégation FN au Parlement européen ne fonctionne qu'à partir de cette logique nationaliste.

Lors de son intervention en séance plénière le 7 octobre 2015, le président de la République François Hollande avait anticipé l'intervention de Marine Le Pen en affirmant : « Le souverainisme, c'est le déclinisme. Et c'est aussi dangereux de ne pas donner d'espoir à une population, de ne rien construire ensemble, au nom d'un repli national, sans avenir face aux épreuves⁷. » Marine Le Pen, qui pourtant se

6. Intervention de Marine Le Pen en plénière, février 2016.

7. Intervention de François Hollande en plénière, octobre 2015.

prévaut du sens de l'État, n'avait alors pas hésité à rabaisser la fonction de président, qualifiant celui-ci de « vice-chancelier administrateur de la Province France », ce qui revenait à décrédibiliser la portée de la voix de la France dans le concert européen.

L'Union européenne est en effet constamment présentée par le FN comme la source de toute perte de souveraineté et la seule responsable de tous les maux dont souffre le pays. L'Union favoriserait ainsi une prétendue submersion migratoire, menacerait l'identité française, nuirait à la sécurité des citoyens, plongerait les États dans l'austérité ; l'euro serait synonyme de chômage et de baisse de compétitivité, etc. Le FN a développé un profond rejet du projet européen, relayé quotidiennement par ses eurodéputés.

Et plus encore que de nier la souveraineté, l'Union européenne nierait la démocratie, les eurodéputés FN qualifiant volontiers l'Union de régime totalitaire. S'affranchissant aisément de toute référence historique valable, ceux-ci n'ont aucun mal à comparer l'Union au régime soviétique de l'URSS, la qualifiant parfois d'« Union soviétique européenne⁸ » ou de « système oligarchique⁹ ». Dominique Martin affirmait ainsi fièrement en octobre 2015 : « L'Europe est une machine à broyer les peuples dans un déni permanent de démocratie¹⁰. » L'intégration européenne ferait subir à notre pays le diktat allemand et les ordres des technocrates de Bruxelles – nous privant de toutes nos souverainetés, de toutes nos libertés. Cependant, en parallèle, ces mêmes députés accusent l'Union européenne d'être ultralibérale, ce qui ne manque pas de sel !

LE PROJET FANTASQUE DE SORTIE DE L'UNION EUROPÉENNE

Plutôt que de trouver des solutions sérieuses, viables et constructives pour la France et l'Europe, le Front national préfère tout rejeter en bloc. Pour recouvrer la souveraineté nationale, le parti frontiste plaide pour la sortie de la France de l'Union européenne. « Je suis partisan d'abattre cette Union européenne¹¹ », annonçait Bernard Monot fin 2015. Pour « rendre sa liberté à la France », Marine Le Pen propose de renégocier les traités afin de transformer l'Union européenne en une « Europe des nations libres » fondée sur des projets intergouvernementaux et des coopérations interétatiques. Cet accord permettrait, selon les dirigeants du FN, de rétablir les frontières nationales, une monnaie nationale, la souveraineté législative française et la libre décision économique et budgétaire. Dans ce scénario de politique-fiction, c'est un ministère des Souverainetés qui serait en charge de coordonner la renégociation des traités. Ce projet est illustré par une infographie schématique et colorée. Et si l'Union en venait à refuser ses conditions, Marine Le Pen organiserait, dans les six mois après son accession à la tête de l'État, un référendum pour que la France sorte de l'Union européenne.

Rien n'indique ce qui est prévu si le peuple français décidait de maintenir le pays dans l'Union. Et, dans le cas inverse, ce n'est pas vraiment plus clair. Après avoir été l'incendiaire de la maison Europe, la France de Marine Le Pen serait à l'initiative pour créer « une association libre d'États européens partageant la même vision et les mêmes intérêts sur des sujets tels que l'immigration ou les règles

8. Intervention de Bernard Monot en commission ECON, septembre 2015.

9. Intervention de Gilles Lebreton en séance plénière, octobre 2015.

10. Intervention de Dominique Martin en commission EMPL, octobre 2015.

11. Intervention de Gilles Lebreton en commission, novembre 2015.

devant régir les échanges extérieurs et la circulation des capitaux¹² » et pour construire de « grands projets européens innovants, au service des peuples, bâtis à partir de partenariats volontaires¹³ ». Cette approche relève du mirage. Comment, après qu'elle aura ruiné toute une économie, détruit un projet européen façonné pendant plusieurs décennies, rompu tout lien de confiance, un pays souhaiterait-il devenir partenaire de la France ?

Les solutions que Marine Le Pen et ses collègues eurodéputés disent vouloir apporter face à une Europe imparfaite seraient bien plus catastrophiques que la situation actuelle. Il est vrai que les élections au Royaume-Uni, en Autriche ainsi que la situation politique au Danemark, en Suède, en Hongrie, en Pologne, en République tchèque, en Slovaquie ou encore aux Pays-Bas apportent du souffle et de la résonance au parti de Marine Le Pen. Ses représentants parlent de « réveil patriotique » et prédisent déjà que l'« UE est logiquement vouée à disparaître »¹⁴. Au lendemain du vote britannique sur le Brexit, par exemple, les eurodéputés FN ne cachaient pas leur joie, félicitant leurs homologues et le peuple britanniques. Dans les couloirs et sur les fenêtres du Parlement européen, une multitude d'affiches « Et maintenant la France » ont commencé à apparaître, jouant, à nouveau, la provocation.

Cependant, sur le cas britannique, la délégation FN multiplie les contradictions. Elle a d'abord exigé que les institutions européennes respectent ce vote et a rappelé que seul le Royaume-Uni était en capacité d'actionner l'article 50 du traité de Lisbonne pour concrétiser le processus de sortie, et qu'il n'avait donc à subir aucune pression. La dirigeante du FN laissait alors entendre que certains voulaient

accélérer la procédure afin de rendre le divorce le plus douloureux possible, et ainsi décourager d'autres initiatives référendaires similaires. Ensuite, de manière contradictoire, le groupe ENL a déposé une résolution demandant au Premier ministre britannique d'actionner le plus rapidement possible l'article 50 du traité, afin de « rassurer les marchés ». Au final, et contre toute évidence, les élus FN accusent maintenant les Européens d'empêcher l'activation de l'article 50.

Enfin, les eurodéputés FN ne cessent de minimiser les conséquences du Brexit au Royaume-Uni, alors que ce dernier n'est tout simplement pas encore entré dans les faits. Ils font semblant d'ignorer que le référendum a plongé l'ensemble de la classe politique britannique dans un désarroi profond, incapable pendant plusieurs mois de formuler le moindre scénario concret. Le FN ne craint pas de dire tout et son contraire : alors que le parti est habituellement farouchement opposé à tout accord de libre-échange, il n'est désormais pas rare d'entendre un responsable FN arguer que les Britanniques pourront, à l'avenir, disposer d'accords commerciaux de libre-échange avec l'UE. L'enjeu pour les frontistes est désormais de montrer qu'un État peut quitter l'Union sans connaître de difficultés majeures. Ce que ne semble pourtant pas démontrer la réalité. Depuis le Brexit, la projection de croissance du pays s'effondre, la livre perd de sa valeur, les offres d'emploi ne cessent de diminuer, le marché immobilier plonge, la crise politique touche tous les partis, jusqu'aux rangs du UKIP, pourtant favorable au Brexit, dont des députés en sont venus aux mains dans l'enceinte du Parlement européen¹⁵.

12. Projet du FN, état septembre 2016.

13. Idem.

14. Message vidéo de Gilles Lebreton, juin 2016.

15. Le 6 octobre 2016, Steven Woolfe, eurodéputé britannique, favori pour prendre la tête du parti UKIP, a dû être hospitalisé à Strasbourg après une violente altercation, dans l'enceinte du Parlement européen, avec l'un de ses collègues.

Malgré cela, pour l'ensemble des membres de la délégation du Front national, la victoire du Brexit s'inscrit dans une continuité et annonce d'autres référendums avec d'autres victoires. Toujours selon ces derniers, la France a bien plus de raisons valables que le Royaume-Uni de sortir de l'Union car elle est participante à l'euro et Schengen, les « deux pires échecs de la construction européenne ».

Or, c'est bien parce que la France a tant lié son destin au projet européen que cette solution est parfaitement inopérante. Le FN a une lecture de la responsabilité politique et de l'action publique comme résultant d'un pouvoir absolu, d'un exercice solitaire niant toute réalité internationale. Tant aux niveaux économique, commercial, scientifique que culturel, le FN feint de ne pas voir l'interaction entre les différents États membres et le niveau d'intégration européenne. Aujourd'hui, les hommes et les femmes, les marchandises et les services circulent librement, le processus de décision est en grande partie supranational et l'élaboration des normes se joue au niveau européen. La gouvernance s'exerce donc pour beaucoup au niveau européen. La sortie de la France de l'Union serait un véritable saut dans l'inconnu et représenterait un scénario noir pour le pays et l'ensemble du continent. Il est certain que la France n'en sortirait pas grandie, mais au contraire serait isolée du concert des nations et spectatrice d'un processus de décision fixant des règles et des normes auxquelles elle devrait malgré tout se soumettre. La France perdrait sa souveraineté !

Le logiciel national du FN ainsi que sa proposition de sortie de l'Union européenne et de l'euro constituent une nette ligne de démarcation vis-à-vis des autres formations politiques nationales qui vient accréditer l'idée que le FN serait la seule alternative.

DES POSITIONS ANACHRONIQUES EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

LE PARLEMENT EUROPÉEN, UNE OPPORTUNITÉ POUR LE FN DE SE POSITIONNER SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Depuis 2011 et son arrivée à la tête du parti frontiste, Marine Le Pen cherche à gagner une stature sur la scène internationale. Jusqu'à présent, cela n'a pas été un franc succès, malgré plusieurs déplacements à l'étranger (Égypte, Canada, États-Unis, etc.) et en Europe. Parfois, ses déplacements ont nui au bon déroulement de délégations parlementaires – comme au Canada, en mars 2016, où plusieurs visites importantes, notamment celle de l'entreprise Bombardier, ont dû être annulées en raison de sa présence. Sa fonction de présidente de groupe politique au Parlement européen depuis juin 2015 lui permet également de s'exprimer sur la situation géopolitique mondiale au sein de l'hémicycle strasbourgeois.

Bien qu'affaiblie sur ces sujets par les départs d'Aymeric Chauprade et de Bruno Gollnisch, la délégation FN semble encore disposer de réseaux forts à travers le monde, notamment en Russie. L'ensemble des eurodéputés FN fait partie de délégations interparlementaires, ce qui facilite leurs déplacements dans des pays tiers.

Le parti cherche également à se structurer à l'international. Il y a quelques mois, la fédération des Français de l'étranger a été créée avec,

à sa tête, Édouard Ferrand, qui n'est autre que le chef de la délégation frontiste au Parlement européen.

UNE VISION RÉACTIONNAIRE DE L'ORDRE INTERNATIONAL

Au niveau international, le maître-mot des eurodéputés du Front national est la défense de la Russie de Vladimir Poutine et des intérêts des oligarques, n'hésitant pas à légitimer, par exemple, les interventions russes en Ukraine et en Syrie.

Jusqu'à l'élection de Donald Trump, les États-Unis incarnaient pour le FN l'ennemi ultime de la souveraineté des États ; l'impérialisme américain, par essence illégitime, était opposé à la légitimité de l'action russe : les États-Unis agressent, la Russie défend. Sans doute était-ce un moyen d'attirer les électeurs communistes. Mais la récente investiture de Donald Trump à la tête de l'État américain change la donne. Au-delà de l'espoir que suscite au Front national l'élection d'un populiste réactionnaire, la politique étrangère américaine pourrait en effet correspondre à la vision du FN, notamment avec la remise en cause de l'OTAN ou la liberté laissée à la Russie à l'égard de son voisinage. Il est encore trop tôt pour se prononcer sur cette question, mais le FN aura tout intérêt à se montrer prudent. D'une part, parce que personne ne sait comment le président Trump exercera effectivement le pouvoir. D'autre part, parce que Donald Trump reste imprévisible : il en faudrait peu pour que la bienveillance affichée jusqu'ici envers Vladimir Poutine ne se mue en rivalité destructrice.

Face à la perception d'un impérialisme américain, la Russie symbolise, pour les élus FN, le partenaire et l'allié naturel d'une Europe « de Brest à Vladivostok¹⁶ ». Jean-Luc Schaffhauser, qui représente la délégation FN au sein de la commission des Affaires étrangères, est le fervent défenseur de cette alliance. Le projet de société russe ainsi que la vision du monde de Vladimir Poutine rejoignent parfaitement l'idéologie frontiste. Les responsables du FN sont aussi réactionnaires sur la scène internationale qu'intérieure – et, de ce point de vue, parfaitement cohérents. À travers leurs nombreuses interventions publiques sur le sujet, les eurodéputés FN dessinent l'État russe comme protecteur des minorités, des plus faibles et des opprimés à travers le monde, en Ukraine ou en Syrie notamment, et comme le garant des valeurs traditionnelles chrétiennes. Soit la reprise exacte des éléments de propagande du Kremlin. La délégation FN vote ainsi quasi systématiquement contre toutes les résolutions qui dénoncent l'attitude de Moscou. Elle condamne les sanctions de l'Union européenne à l'égard de la Russie et légitime les choix politiques et militaires de Vladimir Poutine sur la scène internationale.

La convergence de vues entre le gouvernement russe et le FN se manifeste également lors des prises de position relatives à la guerre en Syrie. Les députés frontistes appellent à renouer entièrement les relations diplomatiques entre l'UE et le régime de Bachar el-Assad, méprisant l'opposition et les souffrances des populations civiles. Il s'agit, selon eux, de la seule voie pour lutter efficacement contre l'organisation terroriste État islamique. La Russie et, par ricochet, les élus FN reprochent aux pays occidentaux de soutenir et de financer l'armée syrienne libre, qu'ils ne distinguent pas des mouvements terroristes. Marie-Christine Arnautu et Jean-Luc Schaffhauser

16. Discours de Marine Le Pen, 1^{er} mai 2016.

affirment notamment que les décisions successives des pays européens ont eu des conséquences désastreuses en Syrie, pointant une coresponsabilité des pays occidentaux dans la guerre civile. En décembre 2016, plusieurs eurodéputés FN se sont réjouis en plénière de la « libération d'Alep¹⁷ ». Alors qu'une tragédie humanitaire se jouait et que des crimes de guerre étaient commis à l'encontre des populations civiles d'Alep-Est par les forces de Bachar el-Assad, Mylène Troszczynski, dans une publication, se félicitait de la situation « soulageant enfin la population syrienne d'Alep du calvaire qui aura duré beaucoup trop longtemps », et évoquait une « victoire totale »¹⁸.

En juin 2015, Édouard Ferrand et Aymeric Chauprade adressaient, au nom de la délégation FN, une lettre ouverte à Martin Schulz, président du Parlement européen, dans laquelle ils critiquaient vivement les positions de l'institution envers la Russie, déploraient la suspension des travaux de la délégation de coopération parlementaire UE-Russie et contestaient plus largement la politique étrangère de l'Union européenne au Proche et Moyen-Orient, en Méditerranée et en Europe orientale. Le tropisme russe du FN a des conséquences sur à peu près toutes les prises de position des eurodéputés frontistes en matière de politique étrangère.

UN TROPISME PRO-RUSSE INTÉRESSÉ ?

Les relations entre la Russie et le Front national sont inquiétantes. Un système d'échange de bons procédés semble s'être mis en place entre les eurodéputés FN et l'oligarchie russe. Le Kremlin a gagné un porte-

voix au sein du Parlement européen et le FN quelques millions d'euros. En étant en effet l'un des principaux soutiens de la Russie en France et en Europe et en défendant inconditionnellement la politique de Vladimir Poutine en Ukraine ou en Syrie, le Front national semble s'assurer un financement confortable de son parti. C'est d'ailleurs l'eurodéputé Jean-Luc Schaffhauser qui a négocié le premier prêt de 9 millions d'euros accordé au FN par la First Czech Russian Bank, touchant au passage, selon plusieurs médias, une belle commission. La campagne des élections européennes de 2014 aurait, elle, été financée par un prêt russe de 2 millions d'euros accordé par la société chypriote Vernonsia, émanation de la banque d'État russe VEB Capital, au micro-parti Cotelec et négocié par Aymeric Chauprade. Nous nous inquiétons des éventuelles contreparties exigées par les Russes en échange de ces financements, notamment en lien avec les travaux au sein du Parlement. Pour cela, il serait intéressant que les contrats qui lient le FN aux établissements bancaires russes soient rendus publics, comme l'avait initialement annoncé Marine Le Pen, et qu'Aymeric Chauprade et Jean-Luc Schaffhauser puissent être auditionnés dans le cadre d'une enquête.

Au-delà de la question du financement, nous percevons clairement, à travers les liens étroits établis entre les cadres du FN et les oligarques russes, quel modèle de société est source d'inspiration pour les élus frontistes. Vouloir sortir la France de l'Union européenne, et en parallèle intensifier les relations bilatérales avec la Russie, revient à isoler notre pays et à le rendre plus vulnérable face à des pays-continentaux puissants. Afin que la France puisse continuer à jouer un rôle majeur et significatif sur la scène internationale, il convient, à l'inverse de ce que proposent les eurodéputés FN, d'intensifier et renforcer la coopération avec l'Union en matière de politique étrangère et de défense. Dans un monde où la Russie de Vladimir Poutine

17. Interventions d'Édouard Ferrand et Jean-Luc Schaffhauser en plénière, décembre 2016.

18. Publication de Mylène Troszczynski, « La libération d'Alep », décembre 2016.

cherche à étendre son influence et où les États-Unis de Donald Trump choisissent le repli, nous avons besoin de plus d'Europe. Jour après jour, l'actualité montre que la Russie a une stratégie d'influence envers les autres puissances mondiales et qu'elle cherche à les déstabiliser, comme le démontrent l'observation de phénomènes inquiétants lors des élections aux États-Unis et en Allemagne, ou encore les moyens octroyés à des médias fabriqués au Kremlin, comme *Sputnik News* ou *Russia Today*. Tout semble démontrer que les *fake news* et le soutien de partis d'extrême droite par la Russie ont un but politique clair : donner à la Russie un statut de grande puissance que son niveau de développement économique et social ne lui permet pas.

POLITIQUE AFRICAINE : AMBIGUÏTÉS ET INCOHÉRENCES

Louis Aliot, membre de la commission Développement et de la délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire Afrique-Caraïbes-Pacifique-UE a fait de la situation en République du Congo un de ses sujets de prédilection. Officiellement, celui-ci se dit du côté des opprimés et se veut un soutien déclaré de l'opposition en tant que garant de la démocratie, des droits de l'homme et un ardent ambassadeur du développement de l'Afrique.

La même chose au Gabon : Louis Aliot en tête affirme que « la France et l'Europe ont intérêt à la stabilité du continent africain¹⁹ ». Ici, il s'agit de renvoyer dos à dos gouvernement et opposition pour les fraudes électorales, et de condamner la politique européenne.

19. Communiqué de presse de Louis Aliot, septembre 2016.

Autre son de cloche néanmoins concernant la situation en République démocratique du Congo, abordée par Jean-Luc Schaffhauser. En octobre 2016, en séance plénière, celui-ci déclare que la région des Grands Lacs a besoin de stabilité contre l'« interventionnisme sionisto-occidental²⁰ ». Stabilité qui serait garantie par le gouvernement en place. Chez Jean-Luc Schaffhauser, donc, fi de l'opposition qui dénonce en vain la prorogation des pouvoirs du président congolais, et retour à la ligne de non-ingérence.

L'écart de Louis Aliot au sacro-saint principe de non-ingérence, mis en parallèle avec la position du FN vis-à-vis de la Syrie, ne laisse pas d'interroger : prenant fait et cause pour l'opposition ici, ou l'assimilant au terrorisme là, le FN n'agirait-il pas simplement par opportunisme, saisissant toute occasion de se placer à contre-courant de ce qu'il dénonce comme la « pensée unique » ? Et ce, sans aucun souci de cohérence ?

20. Intervention en plénière de Jean-Luc Schaffhauser, octobre 2016.

LE FN OBNUBLÉ PAR L'IDENTITÉ DE LA FRANCE ET LES QUESTIONS DE MŒURS

C'est bien l'articulation entre les concepts de souveraineté et d'identité qui donne une certaine cohérence au programme du Front national. Cette articulation réconcilie les deux courants qui s'opposent depuis 2011 : la ligne historique du parti frontiste, incarnée par Jean-Marie Le Pen, pour qui les étrangers sont la source de tous les problèmes, et la ligne de Florian Philippot, plus axée sur les questions de souveraineté et qui cible davantage l'Union européenne et la monnaie unique.

Les eurodéputés FN ont fait des questions identitaires un axe majeur de leur action et de leur communication au Parlement européen. Or, si les élus FN parlent beaucoup d'identité nationale, leur stratégie consiste davantage à s'opposer fermement à l'immigration, à l'islam, au communautarisme, à l'Europe, à un « système mondialiste », etc., plutôt qu'à donner leur définition de ce que serait l'identité de la France. Une lecture attentive de leurs propos laisse cependant transparaître assez clairement ce que constitue, à leurs yeux, l'identité nationale.

L'UNION EUROPÉENNE MENACE L'IDENTITÉ DE LA FRANCE

L'identité nationale serait menacée par l'Union européenne qui écrase les cultures nationales²¹. Marine Le Pen a d'ailleurs salué l'initiative de David Rachline, qui, au lendemain de son élection à la tête de la ville de Fréjus, a fait retirer le drapeau européen du fronton de la mairie. À travers l'Union, le FN exprime sa vive critique du « système mondialiste » et du multiculturalisme qui participeraient à la dilution de l'identité française. Pour Dominique Bilde, membre de la commission Culture et Éducation, « le multiculturalisme [...] sort l'Europe de l'Histoire²² ». La série d'attentats perpétrés en France depuis 2015 a été l'occasion pour les eurodéputés FN de formuler les pires amalgames. Dominique Bilde, à peine un mois après les attentats de novembre 2015 à Paris, écrivait, sur le rôle du dialogue culturel, qui faisait l'objet d'un rapport au Parlement : « Les députés ayant voté ce texte refusent de tirer les conséquences des tragiques événements de l'actualité récente comme les attentats de Paris, qui, dans le sang, ont révélé l'échec du multiculturalisme et de son modèle de vivre-ensemble ; par dogmatisme, ce texte s'attache à nier l'importance des récits nationaux, des traditions et des cultures nationales au profit du songe "interculturel" qui devrait être imposé par le haut aux peuples récalcitrants²³ ». En avril 2016, Nicolas Bay livrait que l'« utopie multiculturelle est un échec²⁴ ». Plus récemment, Dominique Bilde indiquait dans une publication que le multiculturalisme, qualifié d'« idéologie, divisera profondément

21. Communiqué de presse de Dominique Bilde, mars 2016.

22. Publication de Dominique Bilde, « Non à la propagande de l'Union européenne », octobre 2016.

23. Communiqué de presse de Dominique Bilde, décembre 2015.

24. Intervention de Nicolas Bay en plénière, avril 2016.

des nations européennes de plus en plus multiconfliktuelles, comme l'ont démontré les événements de ces dernières années : attentats, augmentation des atteintes aux femmes, insécurité chronique dans la plupart des pays européens accueillant une immigration importante²⁵ ». Ces propos contribuent à créer sciemment la confusion entre immigrés, musulmans, obscurantisme, violence et terrorisme. Le FN nie tout simplement la diversité culturelle de notre pays, stigmatise les Français d'origine étrangère et les réfugiés et réfute les opportunités culturelles et économiques qu'offrent une société multiculturelle et l'immigration. Faut-il le rappeler ? La société française s'est, depuis toujours, construite à partir de l'accueil de populations nouvelles. Pour lutter contre le repli identitaire que propose le FN, il faut davantage valoriser toutes les réussites et mieux les encourager par la mise en place de politiques publiques inclusives. Il convient également de ne rien céder dans la lutte contre toutes les formes de discrimination, notamment à la formation, à l'emploi et au logement. Plutôt que de pointer du doigt les différences, favorisons, au niveau national et européen, les rencontres et l'adhésion à des valeurs communes.

LA CRISE DES RÉFUGIÉS, L'OCCASION DU RETOUR SUR LE DEVANT DE LA SCÈNE DES IDÉES DE LE PEN PÈRE

Avec l'afflux de réfugiés provoqué notamment par la forte dégradation de la situation en Syrie, le discours identitaire a repris corps depuis 2015 au sein de la délégation FN, attisant les peurs et le fantasme d'une France que ses membres disent en perte. On ne compte plus

25. Publication de Dominique Bilde, « L'Union européenne fait la promotion du multiculturalisme qui nous détruit », novembre 2016.

les interventions des députés FN qui, dans toutes les commissions parlementaires et à longueur de messages vidéo et de communiqués de presse, dénoncent une prétendue « préférence étrangère » et la destruction, jour après jour, de « notre identité nationale ». À l'exception de Jean-Luc Schaffhauser²⁶, au sein de la délégation FN, l'expression « grand remplacement » n'est pas ouvertement utilisée. En revanche, l'immigration est aisément associée à la perte d'un certain mode de vie, accréditant l'idée d'un remplacement culturel – plutôt que racial. C'est d'ailleurs l'eurodéputé Steeve Briois, également maire d'Hénin-Beaumont, qui a créé l'association Ma ville sans migrants à la rentrée 2016, alors que le gouvernement appelait à la solidarité de l'ensemble du territoire pour démanteler le camp insalubre de la jungle de Calais, où des milliers de migrants, pour la plupart éligibles au droit d'asile, vivaient dans des conditions insupportables et inacceptables.

LE CONCEPT DE LAÏCITÉ COMPLÈTEMENT DÉVOYÉ

La laïcité est présentée comme le dernier rempart garant de l'identité française. Les eurodéputés FN se présentent comme les meilleurs défenseurs de la loi de 1905. Or, c'est par une conception totalement dévoyée de la laïcité que le FN affirme son opposition à l'immigration et aux politiques d'intégration. Il ne faut donc pas s'y méprendre, cette approche cache avant tout les pires relents xénophobes du parti frontiste. Les interventions des eurodéputés FN à ce sujet visent avant tout à stigmatiser l'islam et les musulmans : « L'État doit se montrer intransigeant face à la haine antifranaise et aux revendications

26. Intervention de Jean-Luc Schaffhauser en plénière, juillet 2016.

politico-religieuses. Le communautarisme islamique doit être combattu, cela passe notamment par la dissolution de tous les groupes islamistes radicaux qui menacent la laïcité républicaine et l'identité française, tels que l'UOIF. L'immigration massive doit être stoppée, et les délinquants et islamistes étrangers expulsés. Il en va de la sécurité de nos compatriotes²⁷ ! » déclarait Nicolas Bay en mars 2016, associant sans peine les termes d'« identité », de « laïcité », d'« immigration de masse » et de « sécurité ». Début 2016, lors d'une intervention en commission Emploi, Dominique Martin indiquait que la solution pour une meilleure intégration au travail passait par la laïcité. Il préconisait alors que tous les États de l'Union deviennent laïques et que la seule communauté reconnue soit la communauté nationale. Avant de terminer son intervention par ces mots : « Plus de kippa, plus de turban, plus de voile, plus de barbe dans aucun métier²⁸. » Comment mieux stigmatiser certains cultes ? Dans d'autres domaines, comme en commissions Agriculture ou Environnement, les élus frontistes s'attachent à pointer du doigt les citoyens européens musulmans et juifs. Ainsi, Sophie Montel, Dominique Bilde ou Louis Aliot multiplient les interventions pour faire interdire l'abattage rituel hallal ou casher. Lors du premier séminaire de travail du groupe ENL, qui s'est tenu en février 2016 à Cracovie, Jean-Luc Schaffhauser affirmait sans détour que « l'islam est conquérant, l'islam a décidé de faire la guerre, l'islam est guerre²⁹ » avant d'annoncer que, « face à cela, si nous ne sommes pas capables nous-mêmes d'affronter cette guerre qui nous est faite, nous ne subsisterons pas³⁰ ». Autre exemple marquant parmi tant d'autres : en septembre 2016, trois jours avant la célébration de

27. Communiqué de presse de Nicolas Bay, mars 2016.

28. Intervention de Dominique Martin en commission EMPL, février 2016.

29. Intervention de Jean-Luc Schaffhauser lors du colloque ENL à Cracovie, février 2016.

30. Idem.

la plus grande fête musulmane, arrive à l'adresse électronique de chaque député européen français un message intitulé « Pétition contre l'Aïd El-Kébir », envoyé par l'assistant de Sophie Montel. Si le contenu de la pétition visait à interdire l'abattage rituel, le titre du message est sans équivoque. C'est bien plus les musulmans que le bien-être animal qui leur pose problème. Des exemples par dizaines de propos malveillants, tendancieux, voire haineux, ont été recensés.

La vision dévoyée des eurodéputés FN de la laïcité n'est qu'un subterfuge servant à masquer un prosélytisme chrétien. Ils s'attachent à rappeler constamment l'héritage et les valeurs chrétiennes de la France et de l'Europe. Ainsi, Marie-Christine Arnautu parle aisément de « nos frères chrétiens³¹ » ou de « Nous, chrétiens d'Occident³² » après avoir organisé, conjointement avec Bruno Gollnisch, une conférence consacrée aux chrétiens d'Orient³³. Et, alors que Marie-Christine Arnautu affirmait, lors d'un débat sur l'accueil des réfugiés, que « ce n'est pas le rôle des politiques de réagir dans l'émotion³⁴ », elle modérait cette conférence consacrée aux chrétiens d'Orient en regrettant le « manque de sens du sacré chez nous³⁵ » avant d'évoquer la « menace qui pèse sur notre civilisation chrétienne et notre identité³⁶ » en parlant de l'arrivée des migrants. Estimant que l'Union européenne « se montre particulièrement soucieuse des minorités LGBTIQ, des Roms, des immigrés, y compris clandestins, elle se montre en revanche peu encline à attirer l'attention des autorités sur la situation des chrétiens en Europe et dans le monde³⁷ », Marie-Christine Arnautu tente de

fracturer la société. Alors que le FN plaide, à grands coups de slogans, pour une « France apaisée », c'est bien sur la division et la haine de l'autre que ses élus cherchent à prospérer.

Autre exemple. Lors du débat en plénière sur le programme Daphné portant sur l'égalité, les droits de la personne et la citoyenneté, Gilles Lebreton a tenu des propos très explicites : « Je préfère rester fidèle à l'anthropologie biblique dont un colloque a rappelé l'actualité, il y a tout juste un an au Vatican³⁸ ». Si les élus FN sont europhobes, ils appellent néanmoins la Commission européenne à « tout mettre en œuvre pour protéger les populations et les minorités religieuses, notamment chrétiennes, contre le terrorisme islamiste³⁹ ». Ils l'encouragent également à « mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour lutter contre la christianophobie et la détérioration des édifices culturels chrétiens⁴⁰ » ou lui demandent encore d'« indiquer le nombre d'actes christianophobes commis en Europe et dans les pays de son voisinage⁴¹ ».

Enfin, si les eurodéputés sont opposés aux signes religieux ostentatoires, il n'est jamais fait mention, dans leurs discours, des signes ostentatoires chrétiens, tel que le port de croix de taille manifestement excessive, comme les bijoux portés fréquemment par Marie-Christine Arnautu dans l'enceinte du Parlement européen. Pour terminer, Sophie Montel condamnait en novembre 2015 les élus locaux pour qui « l'urgence était de faire la chasse aux crèches de Noël dans les halls des mairies... Quelle insulte à la mémoire, à l'identité

31. Message vidéo de Marie-Christine Arnautu, juillet 2016.

32. Idem.

33. Conférence ENL sur les chrétiens d'Orient au Parlement européen, juillet 2016.

34. Intervention de Marie-Christine Arnautu en commission TRAN, septembre 2015.

35. Conférence sur les chrétiens d'Orient au Parlement européen, juillet 2016.

36. Idem.

37. Question écrite de Marie-Christine Arnautu, novembre 2016.

38. Intervention de Gilles Lebreton en plénière, novembre 2015.

39. Proposition de résolution de Dominique Bilde et Jean-Luc Schaffhauser, août 2016.

40. Proposition de résolution « sur la christianophobie et la protection des édifices culturels chrétiens en Europe » des eurodéputés Bilde, Boutonnet, Loiseau, Lebreton, Goddyn, Troszczynski, Martin, Ferrand, Monot, Arnautu, d'Ornano, Mélin, Briois, Bay, Le Pen, Jalkh, Schaffhauser, Borghezio, Montel, Gollnisch, Fontana, Buonanno, Salvini, Bizzotto, Aliot, Philippot, février 2016.

41. Question avec demande de réponse écrite « sur la destruction des biens culturels et christianophobie au Kosovo » de Dominique Bilde, novembre 2016.

de notre pays au moment où la défense de notre civilisation fondée sur nos racines chrétiennes s'avère être un objectif prioritaire⁴² ! ». En réponse, des députés européens FN utilisent les cartes de vœux sur lesquelles figure la traditionnelle crèche de Noël catholique, qui apparaît sur leur lettre d'information en fin d'année.

La menace de diviser la société est d'autant plus élevée aujourd'hui que le discours frontiste bouscule les autres formations politiques. La polémique sur le burkini à l'été 2016 en témoigne. Face à cette intolérance et à ce racisme latent, nous avons la responsabilité, au contraire, de ne rien céder. Collectivement, plus fort et jour après jour, affirmons nos valeurs et le modèle de société ouverte et inclusive dans laquelle nous voulons vivre et rappelons le véritable sens de la laïcité à la française.

LE FN VEUT IMPOSER UNE RÉGRESSION CATASTROPHIQUE POUR LES DROITS DES FEMMES

Les élus FN étaient parmi les premiers à condamner les violences faites aux femmes durant la nuit du 31 décembre 2015 à Cologne, violences qu'ils attribuaient aux migrants sans même en avoir la preuve. Sophie Montel affirmait alors que « le FN est le plus féministe des partis politiques français car il est le seul à se prononcer contre l'immigration de masse⁴³ ». Cependant, il est intéressant de noter que les élus FN sont beaucoup moins virulents pour défendre les droits des femmes lorsqu'il ne s'agit plus de parler d'immigration. De

42. Communiqué de presse de Sophie Montel, novembre 2015.

43. Intervention de Sophie Montel, février 2016.

nombreux exemples démontrent à quel point le FN refuse l'émancipation des femmes et l'égalité entre les sexes, que ce soit dans le milieu professionnel ou personnel. Ses eurodéputés ont ainsi voté contre les huit rapports présentés au Parlement européen depuis 2014 visant à renforcer les droits des femmes ; ils sont opposés au congé maternité harmonisé à 20 semaines partout en Europe et rémunéré à 100 % ; ils sont contre un salaire égal entre les femmes et les hommes à compétences égales. Concernant le droit à l'interruption volontaire de grossesse, alors que Sophie Montel affirmait qu'au FN « nous défendons la libre disposition de son corps qui passe naturellement par la sanctuarisation de la contraception et la non-remise en cause de l'avortement⁴⁴ », Nicolas Bay temporisait quelques jours plus tard, indiquant qu'il ne s'agissait là que d'une « opinion personnelle ». Certainement une manière de trouver le point d'équilibre avec des eurodéputés beaucoup plus réactionnaires sur la question. Peu après avoir représenté le leader du parti frontiste au Forum féminin eurasiens en septembre 2015 à Saint-Petersbourg, Mylène Troszczynski indiquait avoir pu exposer « ce que l'Union européenne impose aux États membres comme idéologies néfastes pour la femme et la famille, souvent sous la pression de lobbies en tout genre, comme les LGBTI⁴⁵ » et présenter ce qui allait à l'encontre du respect de « la vie, de sa conception à son terme ». Aymeric Chauprade avait, en mars 2015, qualifié le droit à l'avortement de « véritable arme de destruction massive contre la démographie européenne⁴⁶ ». À l'automne 2016, lors des nombreuses manifestations de soutien aux femmes polonaises face à un gouvernement qui envisageait l'interdiction totale de l'avortement, les

44. Discours de Sophie Montel au Banquet patriote du FN, mai 2016.

45. Compte rendu de Mylène Troszczynski suite à sa visite du Forum féminin eurasiens de Saint-Petersbourg, septembre 2015.

46. Intervention d'Aymeric Chauprade en plénière, mars 2015.

élus FN ont multiplié les interventions publiques afin de soutenir les propositions du parti nationaliste et populiste au pouvoir et appeler au respect de la souveraineté polonaise. Par ailleurs, dans sa critique systématique de l'immigration, le FN, Gilles Lebreton en tête, promeut une nouvelle politique nataliste afin de lutter contre la crise démographique et le vieillissement de la population.

À écouter Dominique Martin en commission Emploi, il faudrait cantonner les femmes au foyer : « Cela aurait l'avantage de libérer des emplois, de donner une meilleure éducation à nos enfants, de sécuriser nos rues parce qu'ils ne traîneraient pas dans les rues et ne seraient pas soumis à la drogue⁴⁷ » ; le même conclut de manière lapidaire que « les femmes viennent de Vénus et que les hommes viennent de Mars ».

L'OBSESSION D'UNE PRÉTENDUE IDÉOLOGIE LGBTI

De nombreux élus FN répètent inlassablement que le lobby LGBTI (lesbiennes, gays, bisexuels, trans et intersexe) serait l'un des plus puissants au sein du Parlement européen, invoquant une « idéologie mortifère » qui menacerait « notre civilisation », les mariages homme-femme, le schéma familial traditionnel, et favoriserait même une forme moderne d'esclavage. Selon eux, une famille ne peut être fondée que sur un couple composé par un homme et une femme. À plusieurs reprises, les élus ont déposé des questions écrites afin de savoir dans quelle mesure les associations qui luttent contre les discriminations bénéficient de subventions européennes. 13 députés FN ont demandé en février 2016 à la Commission de « préciser en quoi les personnes

qu'elle catégorise sous le sigle LGBTI seraient juridiquement discriminées dans certains États membres⁴⁸ ». Plusieurs interventions relèvent des pires préjugés envers les personnes LGBTI. Par exemple, lors d'un débat en commission concernant la directive « Égalité dans l'emploi et le travail », Dominique Martin indiquait que l'orientation sexuelle « n'a pas besoin de s'exhiber sur le domaine public », avant de s'engouffrer dans un raccourci : « Je n'ai personnellement jamais vu de manifestations publiques sur des chars d'hétérosexuels en train de danser nus et mimant l'acte sexuel⁴⁹ ».

On note que ces prises de position sont en pleine contradiction avec une autre tendance sensible au sein du FN, et plus notamment au sein de la Délégation FN au Parlement européen. C'est bien grâce au financement du Parlement, et à l'enveloppe budgétaire pour les indemnités d'assistance parlementaire, que le FN investit les réseaux LGBTI. Certains assistants, Sébastien Chenu, Julien Odoul ou Damien Obrador, sont publiquement connus pour avoir fondé l'association GayLib, fait la couverture du magazine *Playboy* ou encore s'être fortement opposés à la Manif pour tous. Mais, au FN, tous les arguments sont bons à prendre pour stigmatiser les migrants. Ainsi, la lutte pour les droits des femmes et des personnes LGBTI devient un simple prétexte, un leurre, pour demander « à la Commission l'arrêt de sa politique d'accueil des migrants, au moins au titre du principe de précaution⁵⁰ ». En effet, Sophie Montel et Florian Philippot considèrent que « les migrants présents jusque-là ont fait preuve de leur inadaptation à la vie dans nos sociétés, notamment de par leurs actes de harcèlement ou de persécution des femmes et des homosexuels » et demandent

48. Question écrite « Liste d'actions de la Commission pour renforcer les droits des personnes LGBTI », février 2016.

49. Intervention de Dominique Martin en commission EMPL, février 2016.

50. Question écrite de Sophie Montel et Florian Philippot, juin 2016.

47. Intervention de Dominique Martin en commission EMPL, mars 2015.

« un état des lieux précis des reculs des droits des femmes et des homosexuels dans les zones ayant accueilli des migrants⁵¹ ». Peu importe les contradictions évidentes, le FN chasse l'électeur sur toutes les terres.

UNE CERTAINE VISION DE L'IDENTITÉ NATIONALE

L'identité de la France selon le FN relève donc d'un fantasme du passé, d'une idée mythifiée de la France. Ses élus sont nostalgiques d'une France qui n'a jamais existé. Une France figée, repliée sur elle-même, hermétique au monde et aux personnes qui l'entourent, au dialogue interculturel, à la diversité, à la modernité, au progrès, à la liberté et à la tolérance. Une France inapte à répondre aux défis d'aujourd'hui et à anticiper ceux de demain. C'est principalement sur ce point que le camp progressiste doit à nouveau faire entendre sa voix, haut et fort. Car la France est riche dans sa diversité, dans sa capacité de mouvement. La laïcité est la liberté de croire ou de ne pas croire. Elle est ouverte, tolérante et accueillante. Si le Front national parvenait à imposer ses vues, c'est bien sur les questions culturelle et identitaire que les conséquences pourraient être les plus graves et les plus durables pour le pays.

51. Idem.

LES MENSONGES DU FN CONCERNANT LES QUESTIONS DE MIGRATION ET DE SÉCURITÉ

Ces questions constituent le « fonds de commerce » du Front national. C'est Gilles Lebreton qui représente la ligne frontiste. Il intervient principalement sur les sujets de prédilection du parti : migration et terrorisme en tête, ou pour rejeter l'idée même de politiques européennes dans le domaine de la justice et des affaires intérieures. Des thèmes qui sont, bien évidemment, au cœur des nombreuses interventions médiatiques des eurodéputés FN. Certains membres de la délégation FN allant même jusqu'à l'obsession en ce qui concerne la question migratoire. Au point, pour Mylène Troszczynski, de faire figurer sur son site Internet un compteur qui affiche le nombre de migrants qui entreraient chaque jour dans l'Union européenne et le coût qu'ils représenteraient, selon elle⁵².

LEUR MÉTHODE : ATTISER LA HAINE ET LES PEURS

Les périphrases ne manquent pas dans la bouche des eurodéputés FN pour tenter de faire peur : « immigration massive », « seuil de saturation dépassé », « situation de submersion migratoire », « fardeau migratoire »,

52. Site Internet de Mylène Troszczynski, état décembre 2016.

« torrent de clandestins », « immigration massive et incontrôlée ». Au Front national, on ne parle pas de « demandeurs d'asile » ou de « réfugiés » ; l'on préfère un vocabulaire lié à la fraude ou à la menace, tels que « clandestins » ou « migrants illégaux ». Ces mots, soigneusement choisis, visent à masquer la réalité : les mouvements migratoires actuels sont majoritairement composés de personnes en quête de protection internationale, des enfants, des femmes et des hommes qui fuient les massacres et les guerres.

Ainsi, à écouter le FN, tous les migrants seraient violents ou des terroristes, « à l'origine des faits d'insécurité les plus graves », « fuyant la guerre [et venant] l'apporter chez nous »⁵³. Ces derniers mois, le FN s'est empressé d'attribuer les attentats terroristes en France, en Belgique ou en Allemagne à ces mêmes migrants. On ne compte plus le nombre de communiqués de presse, d'interventions en séance plénière, de questions écrites adressées à la Commission faisant l'amalgame entre immigration, insécurité, violences et terrorisme. Dans l'un de ses éditos, Nicolas Bay associait l'arrivée des réfugiés à un « chaos généralisé⁵⁴ » et exigeait la fin de l'immigration en précisant : « Il en va de la sauvegarde de notre sécurité et notre identité, il en va de la sauvegarde de la concorde nationale et de la paix civile⁵⁵ ».

« Les arrivées massives de populations extra-européennes constituent un traumatisme inédit dans notre histoire⁵⁶ », écrivait, en novembre 2016, Dominique Bilde. Les élus FN préférèrent se concentrer sur la religion des migrants que sur les raisons qui les poussent à fuir leur pays d'origine ou sur les conditions d'accueil que l'Europe doit leur

53. Publication de Dominique Bilde, « L'Union européenne fait la promotion du multiculturalisme qui nous détruit », novembre 2016.

54. Édito de Nicolas Bay « Face à la priorité étrangère, la préférence nationale ! », septembre 2015.

55. Idem.

56. Publication de Dominique Bilde, « L'Union européenne fait la promotion du multiculturalisme qui nous détruit », novembre 2016.

assurer. Ainsi, en juin 2016, Jean-Luc Schaffhauser invectivait ses collègues dans l'hémicycle du Parlement européen : « Vous êtes favorables aujourd'hui à cette invasion musulmane⁵⁷. »

En conséquence, il n'est pas surprenant que le groupe ENL vote presque systématiquement contre tous les textes présentés en commission Libertés civiles, Justice et Affaires intérieures. Il a ainsi rejeté les propositions concernant la relocalisation des demandeurs d'asile entre États membres et s'oppose à la réinstallation des réfugiés depuis un pays tiers, ne voulant d'une solidarité ni intra-européenne, ni extra-européenne.

Face à ces prises de position dangereuses, il faut sans cesse rappeler que la migration n'est pas un choix pour des réfugiés contraints de fuir leur pays d'origine, en proie à des violences et à des persécutions. Les événements dramatiques ayant cours, notamment au Moyen-Orient, ont pour conséquence une fuite importante de populations, notamment vers l'Europe, où leur sécurité peut être assurée. Mais l'accueil des Syriens qui ont fui leur pays est principalement assuré par les pays limitrophes : la Turquie, le Liban et la Jordanie. Ils sont près de 4,5 millions dans ces pays. En 2015, 1 255 600 réfugiés ont fait une demande d'asile en Europe, soit 0,2 % de la population. Peut-on alors sérieusement parler de « submersion » ?

De son côté, la France s'engage sur deux années à accueillir 30 783 personnes en plus des demandeurs d'asile déjà présents en France (80 000 personnes par an environ), dans le cadre du dispositif européen de relocalisation. Pourtant, la France n'a pour l'instant accueilli, en janvier 2017, que 2 696 personnes⁵⁸ sur les plus de 30 000 prévues. Nous sommes là encore loin de la submersion.

57. Intervention de Jean-Luc Schaffhauser en plénière, juin 2016.

58. Communication de la Commission européenne, 12 janvier 2017

Par ailleurs, l'une des rhétoriques favorites du FN est la « préférence étrangère ». Les élus FN veulent faire croire qu'à force de solidarité envers les demandeurs d'asile et les réfugiés, les citoyens français seraient lésés et moins bien traités. Les Français les moins favorisés seraient victimes de cette préférence étrangère en matière de santé, de logement et d'aides sociales. Inutile de chercher des chiffres qui viendraient étayer ces affirmations : il n'y en a pas.

Concernant cette prétendue « préférence étrangère », les différents instruments relatifs au droit d'asile prévoient un certain nombre de droits auxquels les demandeurs d'asile peuvent accéder. La France ne propose ni plus ni moins que d'appliquer la loi. Cela se traduit, en pratique et tout le temps que dure l'instruction de la demande d'asile, par une place dans un centre d'accueil spécifique, une allocation temporaire d'attente de 11,45 euros par jour et par la Couverture médicale universelle. Les dispositifs d'accueil sont financés par un budget dédié ainsi que par des financements européens. En aucun cas les mesures prises ne le sont au détriment d'autres politiques. Les budgets prévus pour les autres dispositifs d'accueil pour personnes vulnérables, comme les sans-abri, ne sont pas réaffectés pour l'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés.

Concernant l'aide médicale d'État, elle est accessible selon des critères bien définis. En France, on ne laisse pas mourir des personnes au prétexte qu'elles sont étrangères. Cela honore notre pays. On entend souvent des chiffres fantaisistes autour du financement de cette aide médicale d'État. Pour 2015, 678 millions d'euros lui ont été alloués. Contrairement à certaines idées reçues, cette prestation n'entraîne pas une surconsommation de soins ni des fraudes massives.

En outre, les économistes sont unanimes : l'immigration ne représente pas un coût pour l'économie européenne. L'OCDE souligne

au contraire que l'immigration offre de nombreuses opportunités aux pays européens.

Il faut donc changer de paradigme sur les migrations et considérer celles-ci comme une chance pour la société d'accueil. Face aux thèses haineuses du Front national, rappelons que les migrants ont beaucoup à apporter à la France, comme le souligne l'OCDE dans une étude d'impact, positif, des migrations sur l'économie des pays européens. Il en ressort que les étrangers en France contribuent plus en cotisations qu'ils ne coûtent en prestations. La majorité des étrangers installés en France paient des impôts et injectent de l'argent dans l'économie. La population active immigrée participe au développement économique du pays d'accueil et l'immigration apporte une solution au manque de main-d'œuvre dans certaines professions qui peinent à recruter. L'immigration répond au problème de vieillissement de la population des pays développés et permet de faire face aux changements démographiques alors que le taux de natalité européen reste faible. Pour assurer les retraites, la population européenne devrait doubler d'ici 2050. Selon un Livre vert publié par l'Organisation internationale du travail en janvier 2005, la Commission européenne signale qu'entre 2010 et 2030, en maintenant les niveaux d'immigration actuels, la population des moins de 25 ans diminuera de 20 millions dans l'Union européenne. Si les tendances actuelles se confirment, la population d'un pays comme l'Italie baissera de 28 % d'ici à 2050, celle de l'Espagne de 24 %. Enfin, les avantages en termes d'implantation culturelle sont indéniables. L'immigration favorise l'échange de connaissances et d'expertise entre les nations ainsi que le dialogue interculturel.

LA FIN DE SCHENGEN PRÉSENTÉE COMME SOLUTION MIRACLE

Le constat des eurodéputés FN est sans appel : « L'Europe est une passoire. » Leur solution, simpliste : « rétablir les frontières nationales ». À partir de cette fine analyse, tout est dit, et il ne reste plus qu'à abroger les accords de Schengen. C'est d'ailleurs par cette supplique que plusieurs d'entre eux achèvent leurs interventions en plénière. « La seule politique permettant d'éviter le chaos social, économique et culturel consiste à restaurer nos frontières nationales⁵⁹ », avançait Nicolas Bay en février 2016. Gilles Lebreton et Marine Le Pen, les deux membres FN de la commission en charge des questions de sécurité, rejettent l'« européanisation » des politiques liées à la sécurité intérieure de l'Union européenne. Cette prise de position s'illustre par quelques amendements et de rares prises de paroles en commission comme en plénière, mais surtout en matière de communication. Lors d'un débat sur la lutte contre le terrorisme, ces derniers ont certifié que « l'espace Schengen a contribué à l'accroissement de la menace terroriste ». Ils oublient toujours de mentionner que, dans l'espace Schengen, le rétablissement temporaire des contrôles aux frontières intérieures est possible et que la France a utilisé cette possibilité à compter du 13 novembre 2015, mesure depuis renouvelée à plusieurs reprises.

À l'occasion du débat sur les données des dossiers passagers (PNR), la délégation FN indiquait que « la véritable solution consiste à rétablir le contrôle national des frontières intérieures, seule façon d'empêcher les terroristes étrangers de rentrer en France⁶⁰ ». Le FN a

59. Communiqué de presse de Nicolas Bay, février 2016.

60. Communiqué de presse de la délégation FN, avril 2016.

beaucoup communiqué contre le PNR européen, feignant de n'en comprendre aucun enjeu et en poussant à l'extrême sa logique « souverainiste ». La gestion plus intégrée des frontières extérieures de l'UE a, sans surprise, également été rejetée par les élus FN. En février 2017, lors du vote sur le renforcement des frontières européennes et la lutte contre la menace terroriste, Marine Le Pen était absente, ses collègues frontistes se sont abstenus sauf Gilles Lebreton qui a même voté contre cette résolution. Dans le cadre de la réforme de l'agence Frontex, et de la même façon que pour le PNR, leur stratégie consiste à demander le rétablissement immédiat des frontières nationales et de mettre fin à la libre circulation des personnes et des biens.

Concernant un prétendu « appel d'air », devons-nous rappeler que les gens ne choisissent pas de migrer selon qu'une frontière est ouverte ou fermée ? Les frontières, les murs et les clôtures n'ont jamais arrêté des femmes, des hommes, des enfants voulant fuir une mort certaine, la torture, les souffrances, etc. L'idée que la fermeture des frontières puisse limiter les flux migratoires est irréaliste et méconnaît complètement la réalité des migrations. Elle ne fait que rendre les déplacements plus précaires, plus coûteux et plus dangereux.

Ensuite, le FN joue sur la confusion entre frontières intérieures et extérieures à l'UE. Schengen permet la libre circulation des biens et des personnes à l'intérieur de cet espace. Les frontières extérieures ne sont pas, comme il le prétend, une passoire. Plusieurs dispositifs européens de surveillance sont à l'œuvre pour sécuriser nos frontières extérieures. Le FN ment par omission. C'est parce que Schengen existe que les dispositifs de coopération indispensables entre les services de renseignement ont pu être créés avec des normes communes de contrôle aux frontières extérieures (Code Frontières

Schengen, SIS, VIS, Frontex, système d'information Eurosur, Fonds sécurité intérieure).

Schengen, ce sont des outils indispensables dans la lutte contre le terrorisme et le banditisme, notamment par l'échange d'informations. L'Union européenne a défini des normes communes de contrôle à ses frontières extérieures et la boîte à outils européenne est déjà bien pourvue. Enfin, faut-il rappeler que la quasi-totalité des terroristes impliqués dans les attaques en France et en Belgique étaient des ressortissants et résidents nationaux ou européens ?

Les élus du FN passent sous silence que la fin de Schengen, c'est rendre la vie des Français très compliquée lorsqu'ils souhaitent circuler hors de France. C'est aussi faire prendre un risque à l'économie française chiffré par France Stratégie à plus de 13 milliards d'euros d'ici 2025 et à une perte de plus de 100 milliards d'euros pour l'ensemble de l'espace Schengen⁶¹ : contrôles aux frontières, travailleurs transfrontaliers, importations plus chères et coût du transport plus élevé, impact sur le tourisme, etc.

Contrairement à ce que prône le FN, nous devons renforcer Schengen. La création de centres européens d'identification en Italie et en Grèce ainsi que la mise en place d'un corps européen de garde-côtes et de garde-frontières s'inscrivent dans cette logique volontariste d'une meilleure gestion des frontières. Il est temps pour l'Europe d'aborder les questions liées à la migration selon une approche globale intégrant notamment un régime d'asile européen commun, des voies légales de migration, un mécanisme effectif de solidarité intra-européenne pour aider les États membres en première ligne, un système de répartition des demandeurs d'asile au sein de l'Union, un

partenariat renforcé avec les pays tiers de transit et d'origine, une politique plus active en matière d'intégration et, plus particulièrement, sur le terrain de l'accès au logement, à l'éducation et à l'emploi, et de la reconnaissance des qualifications professionnelles. Sur ce sujet aussi, c'est de plus d'Europe que nous avons besoin !

61. Note d'analyse de France Stratégie, « Les conséquences économiques d'un abandon des accords de Schengen », publiée le 3 février 2016.

LES TERGIVERSATIONS DU FN SUR LES QUESTIONS ÉCONOMIQUES, MONÉTAIRES ET FISCALES

LE FN ET SON POSITIONNEMENT ÉCONOMIQUE

Les interventions des élus FN au Parlement européen incarnent parfaitement la révision des positionnements économiques du parti national. Le FN s'est éloigné de ses anciennes préférences néolibérales pour davantage orienter son discours vers une critique acerbe de l'économie mondialisée et de l'Union européenne. Sur les questions économiques, Bernard Monot est le porte-voix de la délégation FN au Parlement européen. C'est lui qui dirige notamment le comité d'action programmatique « Économie », chargé de rédiger le programme économique du parti. Il est le principal conseiller économique de Marine Le Pen et est membre du conseil stratégique de sa campagne présidentielle. Bernard Monot utilise les outils du Parlement pour valoriser ses fonctions au sein du parti frontiste. C'est notamment grâce au système audiovisuel mis à la disposition des parlementaires européens qu'il enregistre les « bulletins économiques du Front national », mis en ligne une à deux fois par mois sur le site du parti. En commission des Affaires économiques et monétaires, Bernard Monot ne manque pas une occasion de s'exprimer lorsqu'un temps de parole est attribué à son groupe.

Bernard Monot représente la ligne libérale du FN mais cela ne l'empêche pas de prôner protectionnisme et interventionnisme. Il y a quelque temps, ce dernier affirmait : « Nous sommes d'authentiques libéraux au niveau national, et des protectionnistes raisonnés à l'extérieur⁶² ». Face au « mondialisme sauvage » qui « détruit la richesse et l'identité des nations⁶³ » et impose la concurrence déloyale, il souhaite en effet imposer un « protectionnisme économique intelligent » notamment grâce à des barrières douanières. Or, en rétablissant de manière quasi systématique les droits de douane, ce sont les PME exportatrices (les exportations représentent 25 % du PIB de la France) qui seraient les premières victimes. Elles se verraient en effet refuser l'accès aux marchés internationaux. Le pouvoir d'achat des Français serait également fortement impacté. C'est une illusion de croire que nous pourrions exporter vers nos voisins en refusant toute importation !

L'ABSENCE DE DOCTRINE COMMERCIALE COHÉRENTE

En commission du Commerce international, les membres FN brillent par leur relative inactivité. Ils se signalent principalement par le dépôt de propositions de résolution concernant l'arrêt des négociations transatlantiques, la protection des données personnelles ou encore le bien-être animal, et quelques prises de parole régulières en commission et en plénière. Inspirés par le Brexit, les eurodéputés FN mettent en avant une renationalisation de la politique commerciale.

62. Article du journal *Le Monde* « Le FN empêtré dans ses débats économiques », 23 novembre 2016 (abonnés).

63. Bulletin économique du Front national, 11 novembre 2016.

Si, même après l'élection de Donald Trump, les élus FN au Parlement européen continuent de rejeter les accords transatlantiques CETA, TTIP et TISA, ils refusent en réalité tout accord commercial (avec le Mercosur, l'Australie, la Tunisie). C'est une contradiction de plus puisque ses eurodéputés ne cessent d'affirmer que la France sortie de l'Union européenne ou le Royaume-Uni post-Brexit ne connaîtra aucune crise économique car les États concluraient des accords commerciaux bilatéraux avec l'ensemble de leurs partenaires internationaux.

Plus précisément, les députés FN s'érigent en défenseurs des agriculteurs français et de leurs savoir-faire face à une concurrence étrangère plus compétitive. Sont mises en avant les conséquences potentielles des accords sur les filières bovine, laitière ou céréalière – des risques avérés mais présentés à grand renfort d'infographies grossières et d'études chiffrées contestées. La réalité est souvent détournée, par exemple lorsqu'Édouard Ferrand fait valoir que les accords commerciaux ont pour vocation de démanteler les indications géographiques, alors même que l'objectif est d'étendre leur protection au niveau supranational. Les élus FN se présentent également comme les grands défenseurs des services publics face aux accords de libéralisation quand, pendant longtemps, ils ont préconisé la fin de la fonction publique.

Alors qu'ils se targuent d'être du côté des industries face à la mondialisation, ils n'ont absolument pas pesé au moment du débat sur la modernisation des instruments de défense commerciale et sur le statut d'économie de marché de la Chine. Tandis que Bernard Monot condamne à longueur de communiqués et de messages vidéo la « guerre commerciale entre l'Europe et la Chine⁶⁴ » et la concurrence déloyale des produits chinois, sa délégation s'est abstenue sur la

64. Idem.

résolution refusant l'octroi du statut d'économie de marché à la Chine. Chaque fois que la solution aux problèmes dénoncés par le FN relève de davantage d'intégration ou de coopération européennes, ces élus sont confrontés à leur propres impasses.

LES CONTRADICTIONS DU FN EN MATIÈRE DE FISCALITÉ

Les eurodéputés FN se sont beaucoup exprimés lors des affaires « LuxLeaks », « SwissLeaks » et les révélations sur les « Panama papers », condamnant le système financier et économique mondial. Cependant, lors de la création de la commission d'enquête Panama papers, Bernard Monot a dénoncé les accusations impliquant des proches du Kremlin ou de Bachar el-Assad.

Par l'intermédiaire des eurodéputés français Lebreton et Monot en commission spéciale Panama papers (et auparavant en TAXE et TAX2), le FN au Parlement européen prétend lutter ardemment contre la fraude et l'évasion fiscales, mises en place « avec la complicité des responsables politiques européens ». Sa délégation vote comme les eurodéputés socialistes sur ces sujets. À titre d'exemple, ils sont favorables à ce que les multinationales paient davantage d'impôts. De très nombreuses interventions de Bernard Monot portent sur le rééquilibrage fiscal à appliquer aux géants mondiaux tels Facebook, Starbucks, Amazon ou Apple. Ils se disent favorables à la transparence fiscale en matière de rescrits fiscaux et soutiennent les lanceurs d'alerte, demandent l'harmonisation des bases en matière d'impôt sur les sociétés. Mais, s'arrêtant au milieu de leur logique, ils refusent

« catégoriquement d'aller vers une union fiscale⁶⁵ ». C'est la raison pour laquelle les eurodéputés FN se sont abstenus fin 2015 sur la résolution contenant des recommandations en vue de favoriser la transparence, la coordination et la convergence des politiques en matière d'impôt sur les sociétés au sein de l'Union⁶⁶. Ces derniers s'opposent également à toute mesure permettant une meilleure coopération à l'échelle européenne entre les services fiscaux compétents. Pourtant, qui peut croire un instant qu'il est possible d'agir au niveau national contre l'évasion fiscale perpétrée par des multinationales ? C'est bien sur ce point que résident les principales contradictions des élus FN. Il y a tout un monde entre leurs paroles et leurs actes, et cela teinte d'hypocrisie leurs bonnes intentions en matière de fiscalité.

En effet, les leçons de morale de la délégation FN résonnent de manière étrange quand on sait que plusieurs proches du FN sont cités dans nombre de ces scandales financiers. Le premier cercle de fidèles de Marine Le Pen semble directement concerné par les Panama papers, comme Nicolas Crochet, « tiers-payant » de nombreux eurodéputés frontistes.

Il apparaît également que l'agence de communication Riwal, prestataire de services pour le FN et dans laquelle plusieurs eurodéputés FN sont impliqués (Nicolas Bay ou Jean-François Jalkh), aurait monté un système offshore entre Hong Kong, Singapour, les îles Vierges britanniques et le Panama afin de sortir de l'argent de France au moyen de fausses factures et de sociétés écrans.

65. Intervention de Bernard Monot en plénière, décembre 2015.

66. Résolution du Parlement européen contenant des recommandations à la Commission en vue de favoriser la transparence, la coordination et la convergence des politiques en matière d'impôt sur les sociétés au sein de l'Union, adoptée le 16 décembre 2015.

Enfin, le nom de Gérald Gérin figure dans les Panama papers. Cet assistant local de Marie-Christine Arnautu et de Jean-Marie Le Pen, trésorier du micro-parti Cotelec, via lequel les prêts russes ont transité, a déjà été mis en examen pour fraude fiscale aggravée. Gérald Gérin est en effet considéré comme le mandataire légal du compte en Suisse de Jean-Marie Le Pen, qui a fait l'objet d'un signalement à la justice en avril 2016 de Tracfin, l'organisme du ministère de l'Économie et des Finances chargé de la lutte contre le blanchiment d'argent. On parle d'un compte crédité de 2,2 millions d'euros.

La SORTIE DE L'EURO, UNE RÉPONSE SIMPLISTE À TOUS LES MAUX

Inutile de préciser que la délégation FN est une farouche adversaire de la politique bancaire et monétaire européenne⁶⁷. En mars 2016, dans l'hémicycle strasbourgeois, Bernard Monot affirmait que « l'Union bancaire est une machine à broyer les peuples » et qu'elle n'est pensée que pour « sauver le lobby bancaire auquel l'UE est inféodée ». Les garanties du système bancaire européen ne sont présentées que comme allant à l'encontre des intérêts des petits épargnants. Il n'est d'ailleurs pas rare que Bernard Monot joue avec les peurs des citoyens en annonçant que leur épargne servira à renflouer les banques, entraînant leur ruine. Selon la délégation FN, l'Union bancaire menace la souveraineté bancaire et monétaire des États. Plutôt que de travailler à améliorer la monnaie unique et le système bancaire, la délégation a

pour principale revendication le retour au franc. Aux yeux de Bernard Monot, par exemple, l'euro n'a aucune légitimité à exister. Il le qualifie d'ailleurs de « monnaie d'occupation » car, selon lui, « seul un pays peut battre monnaie »⁶⁸. Pour les élus FN, « l'euro est un échec total », Florian Philippot indiquant en décembre 2015 en plénière qu'il convient désormais de « sacrifier l'euro pour sauver les peuples »⁶⁹. Pour le FN, quitter l'euro reviendrait à un acte simple, anodin et peu coûteux. Ainsi, la sortie de l'euro lui permet à la fois de désigner un coupable idéal et d'imaginer une liste d'« avantages immédiats » qui relève du fantasme.

Selon le FN, non seulement l'euro serait seul responsable de l'austérité budgétaire, de l'inflation, de la faible croissance ou de la baisse des salaires, mais il serait aussi synonyme de désindustrialisation et de chômage. Or, la désindustrialisation s'observe dans la plupart des pays avancés, même non membres de l'euro, comme les États-Unis ou le Royaume-Uni, et ne s'explique pas par la monnaie. D'ailleurs, qu'il soit faible ou fort, l'euro est toujours pour le FN – et pas que – le bouc émissaire idéal, responsable de tous nos maux.

À l'inverse, le franc favoriserait le pouvoir d'achat, les exportations et le financement de l'économie réelle. Cela sonne presque comme un slogan publicitaire : le franc du FN, ce serait plus d'activité, plus de croissance et plus d'emplois. Or, en cas d'arrivée au pouvoir du FN, ces propositions ont de quoi inquiéter. En effet, lors d'un retour à une monnaie nationale, tous les épargnants qui le peuvent chercheraient immédiatement à placer leurs liquidités à l'étranger afin que leurs

67. Antoine Nesko, Jean Salina, *Le Front national et l'euro*, Fondation Jean-Jaurès en partenariat avec la Délégation socialiste française au Parlement européen et Point d'ancrage, 30 juin 2016.

68. Intervention de Bernard Monot sur le patriotisme économique lors du colloque ENL à Cracovie, février 2016.

69. Intervention de Florian Philippot en plénière, décembre 2015.

avoirs ne subissent pas de dépréciation. La réponse serait nécessairement, comme le prévoit le FN, l'instauration d'un contrôle généralisé des capitaux, avec le risque volontairement passé sous silence d'une grave récession. Pour rassurer les Français, le FN prévoit désormais l'introduction d'une monnaie parallèle au nouveau franc. « L'écu » deviendrait alors un euro commercial, réservé aux échanges internationaux des grandes entreprises, à côté d'une monnaie nationale. Les élus frontistes pensent donc que d'autres pays européens, ainsi que des investisseurs étrangers, voudraient bien échanger avec la France : un scénario peu probable après l'éclatement de l'euro à l'initiative de notre pays. Quitter la zone euro, ce qui n'est pas prévu par les traités, contrairement à la procédure prévue à l'article 50 du traité de Lisbonne pour quitter l'Union elle-même, pose aussi problème pour l'ensemble des contrats signés avant cette sortie avec un pays tiers. Cette mesure ruinerait les PME qui utilisent des produits importés, plus chers avec la dévaluation, et les entreprises françaises ne pourraient plus investir à l'étranger. La France ne pourrait plus emprunter sur les marchés financiers pendant de nombreuses années. La dette existante exploserait et devrait être remboursée en euros avec des francs dévalués. Les banques françaises, qui empruntent en euros, ne pourraient éviter la faillite qu'en répercutant l'envolée du coût de leur financement sur les PME et les consommateurs, dont Marine Le Pen prétend pourtant défendre les intérêts. Cela provoquerait un vrai désastre pour l'emploi. Enfin, une fuite des capitaux ne ferait qu'accentuer la baisse du franc.

Nous le voyons, le coût d'une sortie de l'euro serait, dans ces conditions, très élevé. Pour crédibiliser sa position en faveur d'une sortie, le FN avance des arguments fragiles, contradictoires ou fallacieux, et brandit l'étendard de la souveraineté. Son projet de sortie

de l'Union européenne, couplé à celui de la sortie de la zone euro, est non seulement antieuropéen, mais aussi antisocial, dans la mesure où il amputerait le pouvoir d'achat des Français. Ce projet est aussi antinational compte tenu de l'affaiblissement du pays qu'il entraînerait. Pour éviter un tel scénario, nous n'avons d'autre choix que de dénoncer cette imposture, tout en comblant les lacunes de la zone euro afin de corriger ses imperfections dont le FN se nourrit⁷⁰.

70. Pervenche Berès, *Vers une véritable union économique et monétaire*, Fondation Jean-Jaurès, juillet 2016.

LES ÉLUS FN TRAHISSENT LES TRAVAILLEURS

LES CONTRADICTIONS DU FN CONCERNANT LE DÉTACHEMENT DES TRAVAILLEURS

L'emploi est une des thématiques phares dans la stratégie du FN au Parlement européen. Selon Dominique Martin, l'Union européenne détruit les emplois. Cette critique se cristallise autour de la question des travailleurs détachés, de la concurrence déloyale et du dumping social. Ainsi, dans de nombreuses commissions (Emploi et Affaires sociales, Transport et Tourisme, Pêche, Affaires économiques et monétaires, etc.), les élus FN appellent à la fin de l'application de la directive des travailleurs détachés ; ces derniers viendraient voler le travail des Français. En septembre 2016, Steeve Briois indiquait que ladite directive n'avait conduit depuis vingt ans qu'à un désastre social et engendré seulement des effets dévastateurs : « salaires en dessous du SMIC, non-respect de la durée légale du travail, conditions d'hébergement indignes, etc.⁷¹ ». Selon lui, la seule solution viable serait l'abrogation de la directive, voire la suspension du principe de libre circulation des travailleurs au sein de l'Union européenne.

S'il est en effet impératif de lutter contre les méfaits de la concurrence déloyale – et notre famille politique est pleinement

71. Intervention de Steeve Briois en plénière, septembre 2016.

investie dans ce travail –, il faut le marteler : la directive sur les travailleurs détachés a été conçue pour protéger les salariés. Un exemple : c'est la directive « Détachement des travailleurs » qui impose de garantir comme plancher le salaire minimum au travailleur détaché comme au travailleur local. Aussi, suspendre l'application de la directive en France serait pire : ne plus appliquer la directive Détachement des travailleurs n'empêcherait en rien les travailleurs européens de venir en France ; les traités, la libre circulation des personnes seront toujours applicables. Aussi, une suppression serait tout simplement inefficace et reviendrait à précariser encore davantage les travailleurs et à accroître les risques de dumping puisque le salaire minimum en vigueur dans l'État membre d'origine du salarié s'appliquerait. Cependant, il est indispensable de moderniser cette directive : elle a été adoptée en 1996 pour répondre aux élargissements antérieurs de l'Union. Au fil des ans et des élargissements suivants, elle est devenue obsolète, contournée et détournée de son objectif, ouvrant la voie à une concurrence économique, sociale et fiscale généralisée entre travailleurs, entreprises et systèmes de protection sociale.

On ne peut qu'être choqué par le fait que Marine Le Pen rejette la modernisation et les améliorations de cette directive, qui n'ont d'autre objectif que de mieux protéger les travailleurs. Elle s'est par exemple abstenue en 2014 lors de l'adoption de la directive d'exécution visant à corriger plusieurs failles constatées. En 2016, lors du vote en commission Emploi et Affaires sociales sur le rapport consacré au dumping social dans l'Union, les élus FN n'ont tout simplement pas participé. Étrange décision de faire l'école buissonnière alors même que ce sujet est présenté comme un axe central de leur projet. Lors du vote en plénière sur ce rapport en septembre 2016, les membres du groupe ENL étaient divisés, soulignant ainsi l'absence totale de

projet commun entre forces nationalistes en Europe. L'adoption de ce texte comporte pourtant des propositions importantes et utiles pour les droits des salariés.

À cette occasion, les frontistes ont manifesté leur opposition sur plusieurs propositions emblématiques⁷². Ils ont voté contre le paragraphe qui stipule qu'il est essentiel de garantir des conditions de concurrence équitable et loyale dans l'ensemble de l'Union et de mettre fin au dumping social. Tout comme ils ont voté contre la proposition d'un registre commercial transparent et accessible de toutes les entreprises de l'Union ; contre, encore, la création d'une agence européenne du transport routier, chargée de faire appliquer correctement la législation de l'Union et de promouvoir la coopération entre tous les États membres sur ces questions. Les eurodéputés FN se sont également abstenus sur la proposition d'élaboration d'une liste noire des entreprises à l'échelle européenne, y compris des entreprises « boîtes aux lettres », pourtant responsables de graves violations de la législation sociale et du travail ; abstenus aussi face à la demande pour que l'accès aux marchés publics, aux subventions publiques et aux fonds de l'Union européenne leur soit refusé pendant une période fixée légalement. C'est toujours la même approche selon laquelle aucune solution ne peut être européenne.

LE FN ABANDONNE LES OUVRIERS

De même, en commission Industrie, Recherche et Énergie, les élus frontistes ne sont-ils, encore une fois, pas du côté des travailleurs. Au

72. Résultats des votes par appel nominal sur le rapport sur le dumping social dans l'UE, 14 septembre 2016.

FN, le fossé est grand entre les paroles et les actes. L'actualité de ces derniers mois, avec l'annonce de la fermeture de deux usines, Caterpillar à Gosselies en Belgique et Alstom à Belfort en France, a fait l'objet de débats et du vote d'une résolution⁷³ afin de proposer des solutions pérennes pour lutter contre la désindustrialisation européenne et la déstructuration des tissus économiques et sociaux. À l'exception de Florian Philippot, les élus FN ont voté contre la résolution. Ils se sont notamment opposés au paragraphe qui prévoit des droits renforcés aux représentants des travailleurs dans les choix stratégiques des multinationales. Ils ont refusé l'augmentation des salaires des travailleurs et la mise en place d'un salaire minimum européen. Ils ont également voté contre la demande d'une proposition législative sur la participation, la consultation et l'information des travailleurs dans l'anticipation et le management des restructurations. Ils se sont abstenus sur la demande d'une révision sur les licenciements collectifs afin d'éviter les licenciements boursiers. Enfin, les eurodéputés FN ont voté contre la dénonciation des politiques d'austérité.

Si le postulat de la délégation FN est de s'opposer à la mise en place de mesures européennes, elle est dans l'erreur. La mobilisation nationale est certes indispensable pour lutter contre la fermeture d'usines, mais elle n'est pas suffisante pour faire face simultanément aux multiples défis posés par l'émergence de concurrents de la taille de pays-continent : la Chine aujourd'hui et l'Inde demain. À titre d'exemple, Alstom, malgré son excellence industrielle, n'a pas la taille critique pour contrer le chinois CRRC, qui détient à lui tout seul plus

de 50 % du marché mondial. C'est pourquoi une politique industrielle de dimension réellement européenne doit être mise en œuvre rapidement faute de ne jamais atteindre les objectifs que l'Union s'est fixés. L'Europe est le seul périmètre pertinent dans le contexte d'une économie globalisée de plus en plus féroce. Les représentants des travailleurs ont parfaitement saisi les enjeux. Tous ont conscience de l'urgence à voir l'émergence de « champions européens » pour mieux résister aux mastodontes extra-européens.

En s'opposant constamment à la défense des travailleurs et au développement en commun des atouts économiques de l'Union, le Front national fait le jeu de nos concurrents les plus déloyaux, pour qui le manque de cohésion industrielle européenne est une aubaine. Ce n'est pas en proposant la sortie de l'Union européenne, le rétablissement des frontières ou encore la sortie de la monnaie unique que nos fleurons industriels nationaux seront sauvés. Au contraire, nous avons besoin d'une politique industrielle européenne ambitieuse pour ne pas laisser des pans entiers de ce secteur disparaître.

Pour y parvenir, l'Europe doit tout d'abord favoriser, à grande échelle, les investissements publics dans les infrastructures. Au-delà de ces investissements publics indispensables, c'est d'une véritable politique industrielle de dimension européenne dont les industries manufacturières ont besoin. Pour assurer son indépendance économique et technologique, sociale et environnementale, l'Union européenne doit définir une vision plus stratégique et offensive en matière de politique industrielle. Au niveau européen, les socialistes sont à l'œuvre pour mieux protéger les industries sensibles sur le plan de la sécurité commune européenne, associer les représentants des travailleurs aux décisions des entreprises, investir massivement dans

73. Résolution du Parlement européen sur la nécessité d'une politique européenne de réindustrialisation à la lumière des récentes affaires Caterpillar et Alstom, adoptée le 5 octobre 2016.

la transition énergétique, assurer aux industries les conditions d'une concurrence équitable face aux entreprises implantées dans les pays concurrents, accompagner l'automatisation et la numérisation des tâches, et encourager l'innovation devenue force de concurrence dans l'économie contemporaine.

CONTRAIREMENT AUX APPARENCES, UN FN BIEN PEU SOUCIEUX DES AGRICULTEURS ET DE L'ENVIRONNEMENT

LE FN RUINERAIT LES AGRICULTEURS ET LE MODÈLE AGRICOLE FRANÇAIS

Lors des dernières élections européennes, les citoyens en milieu rural se sont davantage portés vers le Front national et les partis eurosceptiques que la moyenne nationale. Cette tendance peut notamment s'expliquer par certains éléments caractéristiques de ces territoires, comme des difficultés économiques ou la disparition progressive de l'implantation des services publics. À cela s'ajoutent une peur de l'abandon, du déclassement et de l'isolement sociaux ainsi que la perte de repères dans une société mondialisée. Marine Le Pen a parfaitement saisi ce phénomène. En se positionnant comme les défenseurs de la « France des oubliés », les eurodéputés FN se présentent comme les avocats des terroirs régionaux, des savoir-faire et des valeurs traditionnels. De plus, le monde rural est toujours présenté en opposition à l'« euromondialisme » et au « multiculturalisme », vocables synonymes, dans la bouche des frontistes, d'une grave menace pour l'identité nationale.

Ainsi, trouvant toujours en l'Union européenne un parfait bouc émissaire, le Front national en fait la seule responsable des crises

agricoles successives et de la paupérisation des territoires ruraux.

Philippe Loiseau a affirmé, en février 2016 : « En moins de deux ans, la crise de l'agriculture a tourné au désastre et atteint maintenant une ampleur comparable à la crise des migrants. Les mêmes acteurs y tiennent un rôle similaire. Berlin, qui n'entend personne et s'acharne à imposer sa vision aux autres pays membres. Bruxelles, qui nie la gravité de la situation et s'acharne à imposer l'application des textes existants, aussi dangereux ou inadaptés soient-ils⁷⁴ ». Un tel langage ne peut qu'accroître les peurs et attiser les rancœurs. Selon les eurodéputés FN, « Berlin et Bruxelles imposent une vision de l'agriculture qui est systématiquement contraire aux intérêts de la France, pourtant premier producteur agricole européen⁷⁵ ». Pour Édouard Ferrand, les crises agricoles successives sont le résultat d'« une politique ultra-libre-échangiste à Bruxelles, voulue et soutenue par le PS et l'UMP ». Les critiques formulées par Philippe Loiseau et Édouard Ferrand à l'encontre de « Bruxelles » parlent à un certain nombre d'agriculteurs mécontents. Il est vrai que le monde agricole est étroitement lié à la dimension européenne, l'agriculture étant la seule politique sectorielle complètement intégrée au niveau communautaire. Dès que le secteur connaît des difficultés, pour le FN, c'est donc la faute de l'Europe. Durant l'été 2016, Philippe Loiseau a même soutenu – sans égards pour les familles – que le nombre de suicides en augmentation chez les agriculteurs était la « triste conséquence de la politique européenne agricole⁷⁶ ».

À y regarder de plus près, la seule proposition avancée par les eurodéputés FN est là encore simpliste : il s'agit, sans autre forme de procès, de sortir la France de la politique agricole commune (PAC).

Les eurodéputés FN plaident pour que la PAC soit tout simplement remplacée par une « politique agricole française⁷⁷ » (PAF) dont les moyens seraient augmentés en ramenant à zéro la contribution de l'État français au budget de l'Union européenne. C'est exactement le type de propos qu'a tenus par Nigel Farage pendant la campagne du Brexit lorsqu'il promettait que la contribution de la Grande-Bretagne à l'Union européenne serait transférée au bénéfice du service national de santé. Promesse qu'il a considérée irréalisable dès le lendemain du succès du Brexit au référendum.

Face à cette proposition, il faut rappeler que la politique agricole commune permet d'assurer un revenu aux agriculteurs. Ces derniers bénéficient d'aides financières qui compensent les prix bas des marchés. En 2014, l'Union distribuait environ 55 milliards d'euros d'aides à l'agriculture, soit presque 40 % de son budget. Près de 10 milliards allaient directement aux exploitations françaises, soit une aide nette entre 15 000 et 20 000 euros par exploitation. Par conséquent, la fin de la PAC ne ferait que ruiner les agriculteurs, avec des conséquences en cascade, notamment sur la sécurité alimentaire.

Le bilan des politiques agricoles européennes est incontestablement positif. Qualité des produits agricoles, normes sanitaires, indépendance alimentaire, modernisation du secteur : voilà les résultats de la PAC. La fin de cette politique aurait alors pour conséquence immédiate et durable la ruine du secteur agricole et agroalimentaire. À titre de précédent, les nombreuses analyses britanniques post-Brexit démontrent les conséquences désastreuses qu'aura la sortie du Royaume-Uni de l'Union sur le milieu agricole et les consommateurs. Les Écossais ne s'y sont pas trompés. Les éleveurs

74. Lettre d'information n° 5 de Philippe Loiseau et Édouard Ferrand, février 2016.

75. Idem.

76. Communiqué de presse de Philippe Loiseau, août 2016.

77. Communiqué de presse de Philippe Loiseau, juin 2016.

ovins sont très inquiets pour leur avenir en dehors de la PAC. Le Front national veut une agriculture qui exporte vers les pays tiers, tout en limitant les importations de produits agricoles. Il y a là une incohérence formidable. Exporter chez nos partenaires sans accepter leurs importations, c'est impossible, tout simplement ! Le rétablissement des barrières douanières, que les responsables FN proposent, réduirait non seulement les importations agricoles mais priverait aussi les agriculteurs français de tous leurs débouchés à l'étranger. Or, la balance commerciale agricole de la France reste excédentaire de plusieurs milliards d'euros, ce qui signifie qu'aujourd'hui notre pays exporte davantage de produits qu'il n'en importe. La fermeture des marchés étrangers qui suivrait la fermeture de notre propre marché serait, au final, une catastrophe pour les agriculteurs. La politique agricole commune a permis de faire entrer l'agriculture française dans le marché commun. Renationaliser reviendrait à couper l'agriculture française du marché européen avec lequel nous faisons pourtant plus de 70 % de nos exportations.

Plus généralement, sur l'aspect international de l'agriculture, on observe de nombreuses contradictions, des incohérences entre les paroles et les actes du Front national. Le 29 novembre 2016, Marine Le Pen s'inquiète et parle d'une agriculture sacrifiée sur l'autel du libre-échange ; le 24 janvier 2017, deux mois plus tard, elle ne trouve pas nécessaire de participer au vote d'approbation serré de la commission du Commerce international, dont elle est membre titulaire. L'accord économique et commercial global (AECG) entre l'Union européenne et le Canada, plus connu sous l'acronyme CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement), menace pourtant tout un pan de l'agriculture française, à commencer par la filière bovine, déjà sous pression.

De nombreuses réformes de la PAC sont à engager, bien sûr : comme toute politique, elle doit être modernisée, adaptée. L'Europe des conservateurs, celle que les élus socialistes français combattent, a été trop loin dans la libéralisation, à la fois par le démantèlement des organisations communes de marché et par la conclusion de plusieurs accords commerciaux. La PAC doit garantir des prix à l'achat et favoriser une meilleure régulation des marchés agricoles pour limiter la volatilité des prix. Cet aspect a depuis trop longtemps été négligé. Les socialistes ne cessent de le répéter : le marché est un outil qu'il faut pouvoir maîtriser à l'aide de moyens de politique publique et privée. Le FN ne propose absolument rien de concret sur le sujet, y compris si nous devons revenir à un marché national. Les socialistes, eux, proposent de réorienter la PAC afin qu'elle réponde mieux aux besoins réels et encourage les agriculteurs à s'adapter aux changements de demain, notamment en accompagnant leur reconversion vers l'agriculture biologique. Sur cette question, la France est à la traîne et perd des parts de marché à l'intérieur comme à l'extérieur. Alors que le Front national se prétend le héraut d'une France durable, il ne fait pas grand-chose pour peser dans les négociations européennes. Ainsi, sur la réforme de la législation européenne sur le bio, le groupe ENL, auquel appartient le Front national, n'a participé à aucune des quatorze réunions de trilogue.

Concernant les services publics, dont les élus FN se prétendent les champions, que ce soit en commissions Transport, Emploi ou Agriculture, ils n'ont jamais assisté aux réunions de l'intergroupe Biens communs et Services publics, qui assure une veille permanente sur cette question. Pourtant, les enjeux sont considérables et les débats importants : transports ferroviaires, caractère universel du droit postal, de l'électricité, ou encore de l'accès à l'Internet très haut débit.

LE FN, UN PARTI FAUSSEMENT ÉCOLOGISTE

Les élus frontistes au Parlement européen tentent de se faire passer pour d'ardents défenseurs de l'environnement et du bien-être animal. Certains élus se servent de la comitologie, à travers laquelle le Parlement européen exerce un pouvoir de contrôle sur l'élaboration des normes techniques, pour se positionner comme experts des sujets environnementaux. Sophie Montel a pris la tête du collectif Belaud Argos en faveur de la protection animale ; le président du collectif Nouvelle écologie patriote est, lui, assistant parlementaire de Marine Le Pen et de Jean-François Jalkh, et son secrétaire général n'est autre que le collaborateur de Sophie Montel. Par ailleurs, pas moins de 3 eurodéputés FN sont membres titulaires de la commission Environnement, Santé publique et Sécurité alimentaire. La coordinatrice pour le groupe ENL, Mireille d'Ornano, a beau faire valoir sa « forte » participation, tant en commission que sur les réseaux sociaux, elle n'a, jusqu'ici, été audible sur aucun sujet de cette commission depuis son arrivée en 2014.

Les 3 députés titulaires déposent des amendements sur pratiquement tous les rapports examinés – ces textes portent principalement sur la défense de la souveraineté nationale et sur la nécessité de réduire les législations européennes en matière d'environnement –, fidèles à leur slogan : « Trop de réglementation tue la réglementation⁷⁸ ». Ainsi les élus FN ont-ils voté contre le rapport sur la stratégie de l'UE pour la région alpine en raison de leur opposition à toute politique macrorégionale et d'une remise en cause du principe

de souveraineté nationale en oubliant que les élus locaux eux-mêmes aspirent à une approche transfrontalière. Ils se sont également abstenus sur la résolution visant la ratification du protocole de l'Organisation mondiale de la santé sur la lutte contre le commerce illicite du tabac, qu'ils considéraient comme un prétexte pour élaborer un droit pénal européen et une police fédérale européenne. Enfin, ils se sont aussi abstenus sur le rapport condamnant le trafic des espèces sauvages en raison de la proposition d'interdiction de la chasse qui constituerait une atteinte à la souveraineté nationale et aux traditions. La question de la chasse, justement, ainsi que celle des tireurs sportifs ou des collectionneurs d'armes à feu, mobilise beaucoup d'énergie au sein de la délégation du Front national. Les responsables européens travaillent depuis plus d'un an sur un texte relatif à la législation des armes à feu, qui vise notamment l'interdiction totale des armes semi-automatiques, l'uniformisation des règles sur les fusils militaires neutralisés et l'interdiction pour les collectionneurs d'acheter des armes de guerre. Les élus FN, Mylène Troszczynski en tête⁷⁹, sont vent debout contre cette proposition et relaient sans relâche les argumentaires des puissants lobbies de l'armement. Pour eux, en effet, la libre circulation des armes, comme aux États-Unis, est un idéal qui permettrait de se défendre face aux terroristes. Tout en faisant semblant de ne pas voir où le meurtrier d'Orlando a acheté ses armes, par exemple.

Dominique Bilde, de son côté, présente la chasse comme une tradition séculaire française et demande « une gestion cynégétique populaire, durable et respectueuse », « considérant que la chasse est un outil d'intégration sociale important qui permet un lien avec les zones rurales et ainsi une meilleure compréhension des écosystèmes,

78. Communiqué de presse de Mireille d'Ornano, octobre 2015.

79. Message vidéo de Mylène Troszczynski, septembre 2016.

notamment pour les générations futures⁸⁰ ». Là encore, la contradiction est flagrante avec, d'un côté, ceux au FN qui s'adressent ouvertement à l'électorat « Brigitte Bardot », ayatollah de la protection animale, et, d'un autre côté, ceux qui ont pour objectif de parler aux chasseurs.

Autre non-sens, notons que les élus FN sont moins attachés à la question de la souveraineté et de l'environnement lorsqu'il s'agit de soutenir la Russie. Mireille d'Ornano réclamait ainsi « un approvisionnement sûr en gaz, grâce à la Russie⁸¹ » lors du débat sur le rapport concernant le stockage du gaz naturel.

En se saisissant de tous les sujets sans en hiérarchiser aucun, la stratégie des élus FN consiste à s'approprier certains combats menés par les progressistes. C'est vrai sur l'interdiction du bisphénol A, l'obligation de l'indication de l'origine de la viande dans les plats préparés ou l'opposition aux OGM résistants au glyphosate. C'est vrai encore concernant le souhait d'un moratoire européen sur la culture des OGM. Comme les socialistes européens, les élus FN votent en faveur d'une meilleure traçabilité des aliments et de la lutte contre les OGM, les pesticides, les néonicotinoïdes tueurs d'abeilles.

Cependant, lorsqu'on regarde d'un peu plus près la façon dont les élus FN traitent les questions environnementales et écologiques, les incohérences deviennent vite nombreuses. Le Front national plaide pour le développement des énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique, mais Dominique Bilde « demande à la Commission l'arrêt des subventions aux énergies renouvelables et aux autres énergies polluantes pour les réorienter vers des investissements nécessaires dans le nucléaire⁸² ».

Autre grand écart : la délégation FN s'est opposée à la ratification de l'accord international sur le climat de Paris (COP21), au prétexte qu'il nuirait à l'industrialisation de la France. Texte pourtant salué dans le monde entier pour ses ambitions en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Les élus FN se sont également opposés au texte portant sur l'efficacité énergétique des bâtiments en invoquant un risque pour leur valeur patrimoniale.

Enfin, en commission Industrie, les députés FN ont appuyé plusieurs amendements autorisant le droit à polluer des entreprises industrielles et voté contre le respect des standards environnementaux lors du vote sur la résolution concernant la nécessité d'une politique européenne de réindustrialisation. En février 2017, ils ont également voté contre la lutte en matière de dumping environnemental et d'encadrement de l'allocation gratuite de quotas de CO₂ aux industries polluantes. Au sein de la commission d'enquête EMIS, s'agissant de la mesure des émissions polluantes dans le secteur automobile, les députés FN se font discrets, pour ne pas prendre de risques, au motif que cela serait contraire à la « préservation de l'emploi » ou aux « fleurons nationaux ». Ces exemples apportent une nouvelle fois la preuve du double langage et du manque de convictions écologiques.

80. Proposition de résolution de Dominique Bilde, février 2016.

81. Intervention de Mireille d'Ornano en commission ENVI, juillet 2016.

82. Question écrite de Dominique Bilde, octobre 2016.

CONCLUSION

Jamais, avant 2014, le Front national n'avait gagné une élection ayant une portée nationale ou internationale. Ce témoignage, à l'aube de choix importants pour notre pays, paraissait indispensable afin de rétablir certaines vérités, alors même que le « nouveau » programme de ce parti a été publié.

Si les eurodéputés FN mettent à profit ce nouvel espace au Parlement européen pour se financer et se crédibiliser, ils distillent une analyse parfaitement inconséquente sur les questions européennes. Leur action révèle leur nationalisme et leur opportunisme, leurs discours recèlent haine et xénophobie, et leurs votes reflètent leurs dissensions internes et leurs incohérences. Les eurodéputés frontistes utilisent les faiblesses de l'Union européenne et agitent les peurs, cherchant à détruire l'édifice, alors qu'il faut, dans l'intérêt de la France, le réorienter et le renforcer.

Il faut reprendre la main et gagner la bataille des idées, car jamais l'Europe n'a semblé si menacée. Jamais le processus d'intégration n'a été autant critiqué. Jamais l'avenir du projet européen n'a paru si éloigné des préoccupations des citoyens. Et pourtant, jamais nous n'avons eu autant besoin d'Europe.

Face aux crises financière, économique, sociale, écologique, géopolitique, sécuritaire, agricole et humanitaire, c'est uniquement au

niveau européen que des solutions pérennes peuvent être trouvées. Les États européens, isolés les uns des autres, seraient vulnérables et impuissants à faire face aux défis majeurs du XXI^e siècle. Préserver sa souveraineté dans la mondialisation ne passe pas par l'isolement ou le repli sur soi. Au contraire, pour conserver notre pouvoir de décision, d'action et d'attraction, il faut renforcer les outils dont nous disposons au niveau européen. Ceux qui pensent que l'intégration européenne est responsable de la perte de souveraineté sont dans l'erreur. Celle-ci provient plutôt de la toute-puissance des marchés, renforcée par nos propres divisions et certains de nos manquements. C'est uniquement par l'Europe et son unité que nous pourrions retrouver une véritable souveraineté.

L'Union européenne est le cadre le plus approprié pour mettre en œuvre des politiques efficaces de croissance, d'emploi et de solidarité. Engagée depuis 2012, sa réorientation a permis de premières avancées : capacités d'investissement améliorées avec le plan Juncker, stabilité financière assurée avec l'Union bancaire, meilleures perspectives d'emploi avec la Garantie jeunesse. Mais il faut désormais aller plus loin, et surtout plus vite. C'est la première condition de la réappropriation par les peuples du projet européen.

L'Europe reste, aujourd'hui, le lieu sur Terre où il fait le mieux vivre. Un espace où se déclinent libertés individuelles et collectives, où le modèle social combine redistribution et solidarité. L'Europe est aussi, avec son demi-milliard d'habitants, la première puissance, dans les échanges mondiaux, exportatrice de biens et de services. C'est ce modèle et cette réussite qu'il faut faire valoir auprès de nos concitoyens.

Plus loin, l'Union européenne doit aussi être le lieu où s'invente le nouveau modèle de développement, plus solidaire, plus coopératif, plus collaboratif, plus durable. Seul compte l'élan de la volonté collective. Née d'un geste de rupture et d'une formidable espérance, la réalité européenne n'appartient qu'à ceux qui osent la réinventer pour créer un monde meilleur.

Face à ceux qui veulent la détruire, mobilisons-nous !

Remerciements

Mes plus sincères et chaleureux remerciements vont à :

- La Délégation socialiste française, Éric Andrieu, Guillaume Balas, Jean-Paul Denanot, Sylvie Guillaume, Louis-Joseph Manscour, Édouard Martin, Emmanuel Maurel, Gilles Pargneaux, Vincent Peillon, Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy, Virginie Rozière, Isabelle Thomas pour leur mobilisation sur ce sujet, leur réflexion et leur disponibilité ;
- Henri Nallet, Gilles Finchelstein, Laurent Cohen, Jérémie Peltier et toute l'équipe de la Fondation Jean-Jaurès pour leur confiance et leur accompagnement, ainsi que pour le sérieux de leur travail mené toujours dans la bonne humeur et la confiance ;
- Jean-Yves Camus et l'ensemble des experts et chercheurs de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès pour leur expertise, leur professionnalisme et leur engagement sans faille ;
- Jean-Christophe Cambadélis, Elsa Di Méo, Alain Bergounioux et Bruno Tranchant pour leur soutien dans ce travail collectif ;
- Tanja Fajon, Anita Tusar et Minna Piispa pour l'animation et la coordination du groupe de travail S&D consacré à l'extrémisme, au populisme, au nationalisme et la xénophobie ;
- Les membres du think tank Point d'ancrage pour leur analyse ;
- L'équipe qui a travaillé à la coordination générale de cet essai.

TABLE DES MATIÈRES

Préface	7
Introduction	11
La galaxie FN du Parlement européen	15
Les députés FN au Parlement européen	15
L'objectif atteint de la création du groupe « Europe des nations et des libertés »	18
Le FN au-dessus des règles et des lois ?	20
Le FN, un parti eurosceptique et europhobe	25
La souveraineté nationale comme maître-mot	25
Le projet fantasque de sortie de l'Union européenne	27
Des positions anachroniques en matière de politique étrangère ..	31
Le Parlement européen, une opportunité pour le FN de se positionner sur la scène internationale	31
Une vision réactionnaire de l'ordre international	32
Un tropisme pro-russe intéressé ?	34
Politique africaine : ambiguïtés et incohérences	36
Le FN obnubilé par l'identité de la France et les questions de mœurs	39
L'Union européenne menace l'identité de la France	40
La crise des réfugiés, l'occasion du retour sur le devant de la scène des idées de Le Pen père	41
Le concept de laïcité complètement dévoyé	42
Le FN veut imposer une régression catastrophique pour les droits des femmes	46
L'obsession d'une prétendue idéologie LGBTI	48
Une certaine vision de l'identité nationale	51

Les mensonges du FN concernant les questions de migration et de sécurité	51
Leur méthode : attiser la haine et les peurs	51
La fin de Schengen présentée comme solution miracle	56
 Les tergiversations du FN sur les questions économiques, monétaires et fiscales	61
Le FN et son positionnement économique	61
L'absence de doctrine commerciale cohérente	62
Les contradictions du FN en matière de fiscalité	64
La sortie de l'euro, une réponse simpliste à tous les maux.....	66
 Les élus FN trahissent les travailleurs	71
Les contradictions du FN concernant le détachement des travailleurs	71
Le FN abandonne les ouvriers	73
 Contrairement aux apparences, un FN bien peu soucieux des agriculteurs et de l'environnement	77
Le FN ruinerait les agriculteurs et le modèle agricole français	77
Le FN, un parti faussement écologiste	82
 Conclusion	87

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-109-7

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Une publication conjointe de la Fondation Jean-Jaurès
et de la Fondation européenne d'études progressistes,
avec le soutien du Parlement européen



Réalisation : REFLETS GRAPHICS
Imprimé en France par l'imprimerie BURELOR
MARS 2017

PERVENCHE BERÈS

SON VRAI VISAGE

TÉMOIGNAGE SUR LE FN AU PARLEMENT EUROPÉEN

Au soir de la nette victoire du Front national aux élections européennes de 2014, Marine Le Pen annonçait vouloir détruire l'Europe de l'intérieur. À mi-mandat, quel bilan peut-on dresser de l'influence de ces eurodéputés frontistes au sein d'une institution, le Parlement européen, dont ils contestent la légitimité ? Que révèlent leurs actions de leur vision du monde ?

À travers ce témoignage parfaitement documenté, Pervenche Berès analyse en quoi le Front national au Parlement européen utilise les faiblesses de l'Union et agite les peurs, cherchant à détruire l'édifice, alors qu'il faut, dans l'intérêt de la France, le réorienter et le renforcer.

Pervenche Berès, députée européenne, ancienne présidente de la Délégation socialiste française, est porte-parole des socialistes et démocrates européens pour les questions économiques et monétaires.

www.jean-jaures.org



ISBN : 978-2-36244-109-7

6 €

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



Fondation
Jean Jaurès